

INDIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MERY

DIRECTION
REDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, PARIS - IX^e

TELEPHONE : PROVENCE (77) 51-29
Messagerie télégraphique : JOURNALE PARIS

Le Monde

N° 1424
Circulation : 440 000 exemplaires
Abonnement : 120 F/an (France)
180 F/an (Étranger)
Cheque postal : PARIS N° 4207-23

LE DÉFI CATALAN

Pour le second dimanche consécutif, des dizaines de milliers de personnes sont descendues, le 3 février, dans les rues de Barcelone à l'appel de l'Assemblée de Catalogne, qui regroupe toutes les forces de l'opposition démocratique. Comme la précédente, brutalement réprimée par la police, cette manifestation était interdite par les autorités, qui ont de nouveau employé les grands moyens. Son succès n'en est que plus impressionnant et révélateur. Rapidement plusieurs heures, le centre de Barcelone a été occupé par les manifestants, qui réclamaient une amnistie authentique et un statut d'autonomie pour la Catalogne. Malgré la rigueur du quadrillage policier, et comptant sur la complicité de la population, plusieurs mille Catalans ont défié le gouvernement de Madrid en brandissant des drapeaux et des banderoles : « Vive la Catalogne libre ».

Le bilan de la manifestation du 3 février est largement positif pour les dirigeants de l'Assemblée de Catalogne, qui ont les moyens aujourd'hui de mettre le pouvoir central en échec dans la rue. Leur intention était seulement de défilier pacifiquement et en ordre après avoir obtenu les autorisations nécessaires. Malgré de multiples démarcations auprès du gouverneur civil et même directement auprès de M. Fraga, ministre de l'Intérieur, qui a publiquement exprimé à plusieurs reprises l'hostilité qu'il porte à la « question catalane », le feu vert n'a pas été accordé par Madrid.

Non seulement en Catalogne, mais à la « périphérie », au Pays basque, au Pays valencien, en Galice, dans les Asturies, et, bien entendu, dans les milieux démocratiques de la capitale, les Catalans attendent que le gouvernement du roi mette à exécution ses décisions en accord avec ses promesses formelles de véritable libéralisation. Nationalement hostile au mouvement catalan, ayant le défaut d'être ignoré, exploité, méprisé par Madrid, économiquement riche, culturellement très développé, tourné vers le Méditerranée et l'Europe, le catalan a depuis quarante ans posé de redoutables problèmes d'ordre au pouvoir franquiste. Les premières grandes grèves ont éclaté à Barcelone, où le prolétariat, pourtant en majorité d'origine andalouse, a été bien intégré et s'est montré remarquablement combatif et bien organisé.

La bourgeoisie nationaliste et une intelligentsia de haut niveau n'ont cessé de se battre pour que le catalan ne soit pas reconnu par Madrid. Elles se battent pour reconquérir le statut de la Généralité, aboli par les franquistes vainqueurs. L'Eglise est à peu près sans réserves aux côtés des nationalistes : l'abbaye de Montserrat, haut lieu du catalanisme, a souvent servi de refuge aux dirigeants clandestins de l'opposition démocratique. Et c'est à Barcelone qu'a eu lieu, en 1975, la plus importante réunion secrète de quelque cent vingt officiers membres de l'Armée militaire démocratique. Même la police municipale de la capitale catalane est de cœur avec les manifestants.

La mort de Franco a, naturellement, relancé cette vague de revendications. L'alternance de la temporisation et de la répression actuellement pratiquée par Madrid n'est pas à la hauteur de ce défi.

(Mardi 10 février)

UNE INTERVIEW DE LEONID PLOUCHTCH

Leonid Ploouchtch, qui fut interné à l'hôpital psychiatrique spécial de Dnepropetrovsk, jusqu'à l'été dernier, a tenu, le mardi 3 février, sa première conférence de presse à Paris. Arrivé à Paris le 19 janvier dernier, il avait aussitôt gagné Sarcelles où, dans la maison familiale du mathématicien Michel Broué, il se remet peu à peu des horreurs morales et psychiques qu'il a connues pendant plus de deux ans et demi. Répondant aux questions des journalistes, le mathématicien soviétique a dit que c'est par une simple coïncidence que ses premières déclarations publiques interviennent à la veille de l'ouverture du congrès du P.C. français : « Cela ne doit avoir aucune conséquence dommageable, d'autant qu'il est évident que le parti communiste, le parti socialiste ni pour quelque autre parti humaniste que ce soit, il n'a encore estimé que le système soviétique est « gangrené et malade », mais que des « forces saines » dans les structures couches de la société, alliées à la « pression des forces mondiales », peuvent le conduire à « renouer la dictature sur la parole et les idées ».

Le mathématicien soviétique avait bien voulu nous accorder, quelques jours avant sa conférence de presse, l'entretien qu'on lira page 3. Il estime notamment que les Soviétiques devraient s'inspirer du programme de Dubcek.

Un accord complet est conclu entre la Syrie et le Liban

Vers un dégagement israélien en Cisjordanie ?

Diverses mesures prises en Jordanie — notamment le renforcement du gouvernement — ont aggravé les divergences au sein de l'O.L.P. Le parti des dirigeants des fedayin y voit le prétexte à une négociation entre le royaume hachémite et Israël, en vue d'un dégagement militaire en Cisjordanie. L'Etat juif, selon notre correspondant à Jérusalem aurait obtenu, à cet effet, le « feu vert » de Washington.

La Syrie, en étroite coopération avec le régime du roi Hussein, a garanti, pour sa part, la stricte application par l'O.L.P. de l'accord de 1969 entre les fedayin et le Liban. Cette assurance a été solennellement donnée au président Frangé, dont la visite à Damas a pris fin le samedi 7 février. En retour, le chef de l'Etat libanais s'est engagé auprès du président Assad à mettre en application les réformes politiques, économiques et sociales déjà approuvées par la plupart des formations libanaises de droite et de gauche. Le contenu de ce compromis devrait être rendu public à Beyrouth dans les prochains jours.

Dans la plaine de la Bekaa contrôlée par les Palestiniens

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Deux semaines après le cessez-le-feu, la situation dans la plaine de la Bekaa reste mystérieuse pour beaucoup de Libanais. Bien que cette région soit traversée par la route Beyrouth-Damas, ouverte à la circulation depuis plusieurs jours, les communications restent difficiles et l'on sait encore peu de chose sur les événements décisifs qui s'y sont déroulés au cours de la dernière phase de la guerre civile. C'est notamment dans la Bekaa que s'est produite l'intervention des forces palestiniennes basées en Syrie, ce qui devait entraîner l'occupation du cessez-le-feu. C'est également que la « décomposition » de l'armée libanaise s'est manifestée de la façon la plus évidente.

Enclavée entre la chaîne du Mont-Liban et celle de l'Anti-Liban — dont la ligne de crête marque la frontière syrienne — la plaine de la Bekaa est une longue et étroite tâche verte qui s'étire sur près de 60 kilomètres : la seule zone de grande culture de ce pays au relief tourmenté.

(Lire la suite page 4.)

LE CONFLIT EN ANGOLA ET SES PROLONGEMENTS

L'Afrique « déstabilisée »

par P.-J. FRANCESCHINI

Le M.P.L.A. semble bien sur le point de gagner la partie en Angola. Au Nord, ses adversaires du F.N.L.A. refusent en désordre, abandonnant équipements et armement, à verser la frontière du Zaïre. Au centre et au sud du pays, l'UNITA, privée de l'essentiel de l'appui sud-africain, menace de se débander. Son chef, M. Savimbi, multiplie les avances à M. Neto et envisage la solution de désespoir que serait un retour à la guérilla. Le régime de Luanda, qui refusait de négocier dans les heures difficiles où la capitale était menacée, semble désormais tout au plus, à un arrangement limité avec certains des affrontés de M. Savimbi. Cette solution — admettant des vaincus à jouer dans le nouvel Etat un rôle modeste — ne réduirait en rien l'ampleur du triomphe que M. Neto, grâce aux armes reçues et aux soldats cubains, a remporté sur le terrain.

Les conséquences de ce succès sont d'ores et déjà considérables. En Afrique même, c'est évidemment Pretoria qui en fera les frais. Pour être intervenu avec des moyens trop minces par rapport à ses ambitions et à l'enjeu qu'il invoquait, M. Vorster a été

contraint à une marche arrière. Les « soldats blancs » de l'« armée sud-africaine » que tous les envoyés spéciaux ont vus à l'œuvre, n'auront réussi qu'à isoler diplomatiquement et à déconsidérer leurs amis aux yeux de l'Afrique. La manœuvre de M. Vorster, profondément engagée avec la caution américaine, se traduit en fin de compte par le plus grand échec politique jamais subi par Pretoria.

Les explications embarrassées qu'ont entendues les députés du Cap — le droit revendiqué et obtenu de s'engager « jusqu'à l'épuisement » pour défendre la patrie — ont maintenu d'une « zone d'opérations » à la frontière angolaise ne parviennent pas à déguiser le désastre. L'Afrique du Sud n'est parvenue qu'à torpiller sa politique de « dialogue » avec l'Afrique noire, effrayant ceux qui acceptaient de l'engager avec elle et jetant dans le camp de Luanda — désormais majoritaire à l'O.U.A. — un Etat aussi important et aussi peu tenté par le marxisme que le Nigeria.

Si le M.P.L.A. accentuant sa pression, s'installe solidement à la frontière du Sud-Ouest africain, Pretoria ne pourra maintenir ses prétentions au « droit de suite » et même la protection des installations hydro-électriques du fleuve Cunene — motif avoué de son intervention — aura peu d'un affrontement direct avec les Angolais et ces Cubains qu'il ne lui fut pas possible de contenir plus au Nord.

Les Sud-Africains devront violer encore plus impudemment, s'ils se sentent obligés de puissance mandataire au Sud-Ouest africain — qu'ils devraient, en principe maintenir démissionnaires — s'ils veulent éviter de voir directement menacé le territoire national. Le faux pas de M. Vorster va placer le pouvoir blanc de Rhodesie dans une position de plus en plus intenable, encourageant la guérilla de la SWAPO en Namibie et, peut-être même, entraînant la frontière avec le Mozambique socialiste où M. Samora Machel a de plus en plus de

Paris souhaiterait un « directoire » européen

M. Giscard d'Estaing rencontre jeudi 12 et vendredi 13 février, au mas d'Artigny, près de Nice, le chancelier Schmidt, qui a rendu visite les 6 et 7 février au premier ministre britannique, M. Wilson. Le conseil des ministres de la Communauté a tenu en outre sa réunion mensuelle à Bruxelles le 9 février. Les rapports intereuropéens sont au centre des discussions qui doivent aboutir les 17 et 18 avril, au Conseil européen de Luxembourg, à une prise de position des Neuf sur le rapport de M. Tindemans sur l'Union européenne. Ce rapport est fraîchement accueilli à Paris où l'idée d'un « directoire » restreint, est avancée dans certains milieux.

Le rapport Tindemans sur l'Union européenne est sévèrement jugé à Paris. Contrairement au gouvernement allemand, qui a publiquement approuvé le rapport du premier ministre belge, et au secrétaire au Foreign Office, M. Callaghan, qui l'a vivement critiqué, le gouvernement français a gardé le silence. Le rapport est à l'étude et aucune conclusion d'ensemble n'est encore définitivement tirée. Il semble que le président Giscard d'Estaing ne veuille pas se prononcer publiquement avant de s'être entretenu avec ses partenaires, lors du Conseil européen de Luxembourg, les 17 et 18 avril. Le gouvernement français est donc prudent et ne veut pas s'attaquer sans précaution au travail du premier ministre belge. Il reste cependant que les critiques l'emportent chez ceux qui étudient le rapport.

Le reproche le plus fréquent qui lui est fait est d'avoir manqué d'une ligne directrice. Il s'agit d'un catalogue de suggestions diverses tendant plus à établir un vague équilibre entre les partisans de la « supranationalité » et ceux de l'« Europe des Etats », qu'à définir une construction cohérente. Loin de contribuer à l'efficacité, les formules imaginées par M. Tindemans risquent, estime-t-on, de conduire à l'effacement de l'Europe.

Ainsi, dès le début, le rapport propose-t-il que les Neuf définissent une politique étrangère « commune » par le ralliement des « tendances minoritaires » aux « vues de la majorité ». A Paris, ce programme ambigu paraît non seulement chimérique mais dangereux : l'alignement obligatoire sur les vues « majoritaires » conduirait l'Europe à adopter,

dans tous les cas où elle est divisée, des positions « moyennes », les plus neutres et les plus atténuées.

La concertation actuelle — pense-t-on — correspond mieux aux réalités européennes du moment. Tout en atténuant les divergences ou les oppositions trop marquées, elle laisse une liberté de manœuvre qui permet à certains de jouer le rôle de « locomotive » ou de se répartir les tâches.

Ainsi des actions coordonnées de la France à Athènes et de l'Allemagne fédérale à Ankara ont contribué à renouer les pourparlers entre les communautés chypriotes.

Le point sur lequel les critiques françaises sont le plus vives a trait au pouvoir de décision, grande faiblesse de l'Europe des Neuf. Celui-ci réside en fait essentiellement dans le Conseil européen (« sommet » triennal). Le Conseil européen, forme supérieure du conseil des ministres de la Communauté, s'inscrit en quelques mois d'existence, plusieurs succès importants à son actif (accord sur le fonds régional, « réconciliation » britannique, démarrage de la conférence Nord-Sud, amorces d'une politique énergétique). Comme le conseil des ministres, il travaille et doit travailler en accord avec la Commission, organe technique autonome, mais nommé par les gouvernements. L'exécutif ainsi constitué, fonctionnant d'une façon pragmatique, risquerait de se briser, et des conflits surgirait entre le Conseil et la Commission si celle-ci devait, comme le propose M. Tindemans, prendre un caractère plus politique et, notamment, recevoir l'investiture du Parlement européen.

D'une façon générale, c'est dans le renforcement du Conseil, non dans celui de la Commission, que l'on voit à Paris l'avenir d'une Communauté mieux structurée. La grande difficulté vient évidemment des élargissements à de nouveaux membres, réalisés ou prévus à plus ou moins longue échéance, qui rendent le Conseil de moins en moins apte à prendre des décisions.

De là l'idée qui n'a jamais été totalement écartée, à Paris, d'un « directoire » européen plus ou moins formel. Déjà, le 4 février 1969, le général de Gaulle, arguant que la Communauté ne pouvait fonctionner que par accord des plus « grands », avait suggéré à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Christopher Soames, que son pays se prête, pour entrer dans la C.E.E., à la formation d'un « conseil » restreint avec la France, l'Allemagne fédérale et l'Italie.

MAURICE DELARUE

(Lire la suite page 4.)

Au Guatemala un habitant sur cinq est sinistré

Guatemala (du correspondant de l'A.F.P.). — Le tremblement de terre qui a frappé le Guatemala, le 4 février, jour du grand séisme, jusqu'à 9 heures, plus de six cents secousses ont été enregistrées. Et pourtant l'activité a repris dès l'aube : on déblaye les rues et les routes, des banques et quelques magasins ont retrouvé leurs portes, les marchés traditionnels ont eu lieu, des émeutes éclatent, les immeubles restés debout pour évaluer leur solidité.

Le 5 février, on avait dénombré 16 032 morts, 54 825 blessés et 800 000 sinistrés dans un pays qui compte environ 5 millions d'habitants. Un bilan sérieux de l'ampleur du désastre, sur le plan économique, ne pourra être établi avant deux mois.

Le chiffre des morts ne tient compte que des corps enterrés après enregistrement par les autorités. Il faut donc y ajouter les disparus et les victimes inhumées sans formalité par leurs proches. En l'état actuel des données recueillies, les localités les plus touchées sont Chimaltenango (9 338 morts, 16 795 blessés), Guatemala (3 172 morts, 15 442 blessés), El Progreso (1 700 morts, 5 298 blessés) et Zacatepequez (1 248 morts, 8 988 blessés).

Ainsi que, lundi, la situation s'améliorait à Guatemala, trois autres milieux de la capitale étaient dans une situation tragique et étaient le siège de scènes hallucinantes. Le centre de neuropathologie a été totalement détruit, et ses mille huit cents patients vivants depuis cinq jours dans les interstices, sans nourriture et sans vêtements. Beaucoup de membres du personnel, tant médical que paramédical, par crainte des tremblements de terre, ne viennent pas à leur travail, et les malades meurent de faim et de froid.

Au milieu des ruines, des malades, dans de courts moments de lucidité, hurlent leur terreur lorsqu'ils se rendent compte de leur situation. D'autres pleurent, jouent, rient ou même chantent comme des enfants. A demi-nus, certains d'entre eux se serrent les uns contre les autres pour se tenir chaud, d'autres cherchent des cartons ou des planches pour se protéger du froid de la nuit. Huit cents tuberculeux de l'hôpital Saint-Vincent se trouvent dans la même situation précaire : eux aussi survivent sans abri et sans nourriture. Quelques-uns défilent, couchés dans un petit bois où ils ont été installés après la destruction de leur hôpital.

ANDRÉS TIEMPO.

(Lire la suite page 4.)

Le « oui » à la Grèce de l'Europe

Le « oui » franc et massif que le conseil de la Communauté a donné le 9 février à la Grèce est un « événement historique », a dit M. Caramanlis. La Communauté, il est vrai, n'est pas chiche de tels événements. Historique pour la Grèce, désormais embarquée dans le navire européen, l'événement l'est plus encore pour la Communauté, dont il oriente l'avenir dans sens imprévisible.

La Grèce, qui est depuis 1962 associée à la Communauté, avait posé l'an dernier sa candidature pour des raisons économiques et avec quelques arrière-pensées politiques : son adhésion forcifierait sa position vis-à-vis de la Turquie. Comme le veut le traité, la Commission a donné son avis : défavorable à une adhésion rapide, elle entendait imposer à la Grèce une période de « pré-adhésion ». Mais le conseil de la Communauté a décidé de passer outre : la candidature de la Grèce est déclarée recevable sans conditions, ainsi que le souhaitaient entre autres Paris et Bonn.

Comme la Grande-Bretagne, l'Irlande et le Danemark, la Grèce ne subira pas de mise à l'épreuve préalable, mais bénéficiera de périodes d'adaptation une fois entrée dans la Communauté. Certains pensent sans doute se rattraper en faisant traîner la négociation du traité d'adhésion.

Mais l'exemple du précédent « élargissement » montre que, lorsque la volonté politique existe, les négociations, à défaut de les résoudre, réussissent à écarter les problèmes techniques.

La décision du conseil est un casanovisme pour la Commission. Au moment où, avec le rapport Tindemans, reprend la discussion des réformes institutionnelles, plusieurs gouvernements, et celui de Paris en particulier, ne sont pas mécontents de remettre à sa place « technique » un organe dont les « supranationaux » rêvent de faire le « gouvernement » de l'Europe.

Pour faire patienter la Grèce, la Commission avançait trois arguments : son retard économique, la persistance du conflit avec la Turquie et le danger d'« élargissements » successifs trop rapides pour la Communauté. Le premier argument n'était pas inattaquable : l'Irlande n'a pas un niveau de vie supérieur à la Grèce. Le second a fortement irrité les gouvernements : la Commission outrepassait son rôle, disant les plus mécontents, en prenant position sur des problèmes internationaux qui ne sont pas de son ressort.

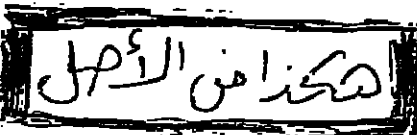
Reste le troisième. La Communauté a été fondée par six Etats continentaux. L'adhésion de trois autres pays a déjà changé sa nature. Nul ne pouvait cependant

soulever d'objections durables à l'entrée de pays aux niveaux de vie aussi voisins de celui du « continent » que la Grande-Bretagne et le Danemark. Quant à l'Irlande, il était impossible de séparer son sort de celui de l'économie britannique. Mais, avec la Grèce, un nouveau pas va être franchi dans la diversification interne de la Communauté. Une diversification qui, pour un pays méditerranéen comme la France, n'a pas que des inconvénients, mais qui rendra impossible une intégration économique réelle, pour ce rien dire de l'intégration politique imaginée par les « pères de l'Europe ».

La porte étant ouverte à la Grèce, la Communauté ne pourra la tenir fermée quand la Turquie, le Portugal, l'Espagne une fois le régime démocratisé, y frapperont à leur tour. La conclusion est claire : ou bien l'Europe deviendra une ONU miniature aussi impuissante que l'autre, ou bien il faudra en venir à un « directoire », comme le pense M. Giscard d'Estaing, ou à une Europe « à plusieurs vitesses », comme le propose M. Tindemans.

Le traité de Rome déclare que ses signataires sont déterminés à établir une « union sans cesse plus étroite » entre les Européens. Les Neuf viennent de décider d'établir une union sans cesse plus large.

(Mardi 11 février)



ASIE

Chine

M. Hua Kuo-feng, ministre de la sécurité devient chef, par intérim, du gouvernement

« Le Quotidien du peuple » dénonce des dirigeants « faussement repentis »

Un mois après la mort de Chou En-lai, M. Hua Kuo-feng, vice-premier ministre et ministre de la sécurité publique, vient d'être nommé premier ministre par intérim.

Cependant, la nomination de M. Hua Kuo-feng ne met pas fin à la période d'incertitude, voire de confusion, ouverte par la disparition de Chou En-lai. Même si la mission du nouveau premier ministre peut durer quelque temps, il ne s'agit que d'un intérim ; il convient aussi de combler les trois places vacantes de vice-président du parti. Or une violente campagne est actuellement engagée contre les « déviationnistes de droite ». Elle vise, selon « le Quotidien du peuple » du 6 février, des

dirigeants qui « suivent actuellement la voie capitaliste », « éléments bourgeois » critiqués pendant les années 60, « faussement repentis » et toujours au pouvoir. M. Teng Hsiao-ping fait-il partie de ces éléments ? L'auteur de l'article demande en tout cas aux personnalités attaquées de rectifier « immédiatement » leurs erreurs sous peine de subir le sort de Liu Shao-chi, qui fut « écrasé avec son quartier général bourgeois au cours de meetings de masse ».

C'est dans cette atmosphère apparemment assez pesante que Pékin a soudain annoncé, jeudi, qu'à partir du 21 février l'ancien président Nixon ferait en Chine une visite privée.

De notre correspondant

Pékin. — M. Hua Kuo-feng, qui est âgé de cinquante-cinq ans, se caractérise à la fois comme un technicien du gouvernement et comme un homme d'ordre. Nommé ministre de la sécurité publique en janvier 1975, il s'intéresse néanmoins de très près aux affaires économiques, et c'est à ce titre, notamment, qu'il a présenté, à l'automne dernier, le rapport le plus important devant la conférence nationale sur l'agriculture. A ce titre, il est probablement l'homme du gouvernement qui a suscité le plus clairement l'engouement de la préparation du V^e Plan de développement.

Il est originaire de la province du Hunan et, dès les premières années de sa carrière, au début des années 50, on le voit à la fois occuper des responsabilités dans l'organisation locale du parti et dans l'agriculture, notamment comme animateur des projets d'irrigation. De juillet 1958 à 1957, il est vice-gouverneur du Hunan et, en même temps, membre du comité provincial du parti où, à partir de septembre 1958, il est particulièrement chargé des questions économiques de la province. Toujours vice-gouverneur provincial, il devient l'un des secrétaires du comité hunanais du parti, en 1959. Il demeure spécialiste des travaux d'irrigation et il supervise notamment la réalisation de travaux dans ce domaine dans la région natale du président Mao Tse-tung, à Shaoshan.

M. Hua Kuo-feng est un personnage de l'establishment politique provincial lorsque commence la révolution culturelle en 1966. Il ne manifeste au début aucune sympathie apparente pour les gardes rouges et s'oppose même à leur activité. Cela lui vaut d'être assez sévèrement attaqué, pas assez gravement cependant pour que, lorsque les choses commencent à rentrer dans l'ordre, il ne puisse être nommé vice-président du comité révolutionnaire de la province.

ALAIN JACOB.
(Lundi 5 février.)

TARIF DES ABONNEMENTS PAR AVION

(Les prix ci-dessous sont nets et ne peuvent en aucun cas être majorés.)

	6 mois 1 an
Europe (y compris Turquie d'Asie, Grèce, Chypre, Malte, Israël, Maroc, Tunisie)...	83 106
Afrique (y compris République d'Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Syrie)...	83 106
Amérique (y compris Canada, États-Unis, Mexique, Central et Sud-Amérique, Caraïbes, Brésil, Argentine, Chili, Pérou, Bolivie, Paraguay, Uruguay, Venezuela, Colombie, Équateur, Émirats Arabes Unis, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Israël, Jordanie, Liban, Syrie)...	83 106
Asie (y compris Japon, Corée, Taïwan, Hong Kong, Singapour, Malaisie, Thaïlande, Indonésie, Philippines, Maldives, Bangladesh, Népal, Pakistan, Afghanistan, Iran, Irak, Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Israël, Jordanie, Liban, Syrie)...	83 106
Océanie (y compris Australie, Nouvelle-Zélande, Fidji, Tonga, Samoa, Vanuatu, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Îles Marshall, Micronésie, Palau)...	83 106

Nous recommandons à nos abonnés de souscrire à l'abonnement « Monde » et à notre ordre et adresser directement au journal « Le Monde ».

Nous leur serons reconnaissants, pour les renouvellements, de joindre à leur paiement la carte d'avis d'échéance.

Page 2

AMÉRIQUES

MALGRÉ LA MONTÉE DES OPPOSITIONS

Le général Pinochet paraît fermement installé à la tête de l'État chilien

De notre envoyé spécial

Santiago. — Les généraux chiliens sont inquiets et partagés. Sur ce point, les avis sont presque unanimes à Santiago. Ils sont inquiets du « coût social » de leur politique économique, de l'isolement de la junte sur le plan international, du rôle excessif de la police secrète. Certains même se plaignent de la persécution des opposants du pouvoir. A plusieurs reprises, des chefs militaires ont critiqué l'ampleur de la répression et le gonflement du chômage. Mais à aucun moment, affirme-t-on avec la même unanimité, ces préoccupations n'ont pris la forme d'un ultimatum au président de la République, le général Pinochet. Non seulement ce dernier n'a pas été invité à se soumettre ou à se démettre, nous ont dit nos interlocuteurs, mais il reste fermement installé à la tête de l'État.

Comme dans beaucoup d'armées du monde, le général Pinochet, qui est aussi commandant en chef de l'armée de terre, la plus ancienne et la principale des trois armées, dispose d'un moyen efficace pour écarter ses concurrents ou ses adversaires potentiels : la règle de la « rotondité », qui affecte les officiers supérieurs. Il en a usé à la fin de l'année dernière pour éloigner le général Sergio Arellano Stark, chef d'État-major conjoint de la défense nationale, l'un des principaux artisans du « coup » du 11 septembre 1973. Le général Arellano, qui avait son franc-parler, a exprimé plusieurs fois son désaccord avec la ligne officielle. Il est admis aussi que sa sortie lui a valu une certaine sympathie, voire a suscité un mouvement de solidarité de la part de plusieurs de ses collègues. Mais comme il était l'un des sept généraux de division que compte l'armée chilienne, et que, chaque année, deux d'entre eux doivent quitter le rang, il a été aisé au général Pinochet de transformer le départ de son ancien compagnon d'armes et ami en une affaire purement professionnelle.

Dans la première quinzaine de janvier, d'autres rotations ont eu lieu, acceptées par les uns, refusées par les autres. Le vice-amiral Horacio Justeliano, commandant la zone navale de Valparaíso, suivant l'exemple du général Arellano, a prêté à l'œil doré d'une ambassade le passage à la réserve, qui signifie, ici comme ailleurs, la perte de toute influence. Personne ne semble douter, à Santiago, de la capacité du général Pinochet à se faire obéir, à éloigner les têtes et à promouvoir ceux qui lui sont dévoués. Deux semaines après sa démission forcée, le général Arellano Stark donnait l'impression à l'interlocuteur étranger d'être un homme battu, soutenant les thèses officielles au nom de la nécessaire « unité des forces armées ».

Le général Pinochet dispose d'un autre atout, au dire de ses propres adversaires : son habileté manœuvrière. On l'a bien vu en décembre dernier, quand il a réussi à démolir, au moins pour un temps, le conflit qui le mettait aux prises avec l'Eglise. La protection donnée par des prêtres à des militants du MIR traqués par la police, et certaines déclarations sans détour du secrétaire de la conférence épiscopale, Mgr Camus, avaient valu à l'Eglise une violente campagne de presse, visiblement orientée. La campagne a cessé quand l'archevêque de Santiago, le cardinal Raúl Silva Henríquez, qui jouit d'un grand prestige, a pris la défense des évêques et des prêtres accusés. Le chef de l'État, interlocuteur fréquent du cardinal,

De notre envoyé spécial

a même fait un geste un peu plus que symbolique pour détendre ses relations avec l'épiscopat : il a concédé une « amnistie de Noël » à environ deux cents prisonniers politiques. Il est vrai que plus de la moitié des bénéficiaires avaient été arrêtés peu auparavant, et n'étaient détenus qu'à titre provisoire. Autre concession tactique — cette fois-ci à l'opinion internationale : l'octroi de saut-conduits aux dirigeants du MIR Andres Pascal Allende et Nelson Gutiérrez, ainsi qu'à une vingtaine d'autres réfugiés politiques vivant dans des ambassades. Les officiels affirment volontiers que la junte ne cédera pas à la pression de l'étranger et que le Chili, comme l'Espagne de Franco, restera impavide face au boycottage international.

Les principaux quotidiens de Santiago reproduisent textuellement les accusations lancées de l'extérieur contre le gouvernement militaire, pour mieux démontrer combien est « injuste » et « discriminatoire » la campagne touchant les pays. Mais cette relâche de surface ne parvient pas à dissimuler l'embarras croissant des militaires, qui nous a été confirmé par l'un d'entre eux, devant l'« encerclement » dont ils sont victimes. L'alarme a sonné quand les Américains se sont joints à la majorité des nations pour condamner le gouvernement chilien à l'ONU en raison des violations constantes des « droits de l'homme ». La détermination des relations avec Washington n'est pas née par les milieux dirigeants eux-mêmes — qui nous ont dit être en bons termes avec le département d'État, mais — beaucoup moins qu'après le coup d'État du 11 septembre.

Ce qui menace le plus la junte, c'est la gravité de la crise économique. Le général Gustavo Leigh a été l'un des premiers à critiquer la thérapeutique appliquée par les docteurs en économie de l'équipe gouvernementale. Il l'a fait publiquement, en son dernier, au cours d'une réunion avec des chefs d'entreprises. Des quatre membres de la junte, il est considéré comme le plus intelligent, le plus capable, donc, de mesurer les conséquences politiques dévastatrices d'un programme qui vise en priorité à lutter contre l'inflation et dont les résultats, en 1975, ont été patents : la production industrielle a baissé de 25 %, le taux de chômage a plus que doublé dans le grand Santiago (de près de 8 % il est passé à environ 17 % en 1975), le prix (officiel) a très peu diminué (345 % en 1975 contre 375 % en 1974). Le déficit de la balance des paiements est passé de 140 millions de dollars en 1974 à 240 millions de dollars l'an dernier. Pour expliquer ces piètres résultats, les auto-

Durcissement démocrate-chrétien

Pas dans l'immédiat, si l'on en croit les milieux d'affaires, les journalistes proches ou éloignés du pouvoir, les gens d'Eglise, toujours réalistes dans leur appréciation des rapports de forces. D'abord, nous dit-on, « il n'y a pas d'alternative ». Ensuite, les partis politiques « se sont désintégrés ». Enfin, les militaires — même si leur étoile a pâli — apparaissent encore, pour beaucoup, comme « ceux qui ont sauvé le pays de la peur et du chaos ». En tout cas, le général Leigh, le « penseur », le « doctrinaire » d'un régime sans doctrine, est rarement présenté comme l'homme capable de favoriser une évolution libérale du système. Ses préoccupations sociales ne l'empêchent pas d'être, politiquement, un « dur ».

Chez les démocrates-chrétiens, dont le parti a été mis en congé pour une période indéfinie, l'appréciation de la situation est différente. On admet que le général Pinochet, s'il a rencontré quelques résistances chez ses pairs, les a éliminées sur son chemin. Mais sa victoire est présentée comme précaire. « Le régime est en train de perdre un à un ses soutiens. Les travailleurs du cuivre, les employés de banque, qui étaient ses partisans, s'opposent à sa politique économique. La récession et le chômage provoquent des remous qui ont leur écho chez les militaires. Washington ne pardonne pas à Santiago d'avoir refusé l'entrée de la commission de l'ONU sur les droits de l'homme, après s'être pratiquement engagé à l'accepter. Les Américains considèrent qu'ils ont été trahis. Ils ne pardonneront pas non plus au Chili, pays de longue tradition démocratique, de faire figure aujourd'hui de bandit international ». Il est vrai qu'au même moment un représentant démocrate annonçait au Congrès américain que Washington avait maintenu son aide militaire et économique au Chili, en dépit de

rités font principalement valoir la baisse des prix du cuivre (près de 40 % en un an), métal qui assure traditionnellement au Chili 70 % des entrées de devises. Mais ces explications convainquent de moins en moins les milieux militaires, où l'on s'interroge sur le bien-fondé d'une politique au « coût social » si lourd. Un tel « coût » provoque évidemment une érosion de l'appui que la junte avait rencontré, au départ, dans une partie de la population. Il a même suscité une levée de bouillottes chez certains des plus chauds partisans du régime. Ainsi M. Pablo Rodríguez, fondateur, en 1970, du mouvement Patrie et Liberté, d'inspiration corporatiste et phalangiste, l'un des activistes les plus remuants dans l'opposition au gouvernement Allende et l'un des inspirateurs du premier soulèvement armé, en juin 1973, contre l'Unité populaire, ne cache plus son désappointement.

« Ce gouvernement a commencé avec un large consensus populaire, nous a dit M. Pablo Rodríguez. Mais il risque de le perdre. Avec son programme économique, il ne peut que choisir la voie de la répression, de plus en plus de répression. Personnellement, je ne suis pas décidé à soutenir un régime à la Trujillo ou à la Batista. Nous savons tous très bien où cela mène... »

Autre raison du malaise de l'armée : l'importance croissante prise par la police secrète, la DINA (Direction nationale du renseignement). Créée peu après le 11 septembre 1973, la DINA s'est superposée aux services traditionnels des trois armées. « Il a fallu improviser, nous dit un officier supérieur. La tâche pour nous était entièrement nouvelle. Nous avons commencé sans archives, sans professionnels de la lutte antiterroriste. S'il y a eu des bavures, elles sont dues à quelques centaines d'agents recrutés à la hâte qui n'avaient pas la qualification nécessaire. Mais nous avons maintenant des cours d'entraînement. Beaucoup vont se former à l'étranger... »

De l'improvisation, la DINA en est venue rapidement à l'excès de pouvoir. Nombre de chefs militaires sont préoccupés aujourd'hui, par cette sur-policie chargée — aussi — de les surveiller et qui s'est transformée en un instrument redoutable entre les mains du président. Collégial au départ, le gouvernement militaire s'est peu à peu personnalisé. « Des quatre membres de la junte, Pinochet était celui qui s'identifiait le plus avec le Chilien ordinaire, nous dit un ancien dirigeant démocrate-chrétien. C'est ce qui explique son ascension. Mais le pouvoir est monté à la tête, ce qui pourrait provoquer aussi un déclin... Le régime chilien n'a pas acquis la stabilité de son « modèle » brésilien, dont la permanence tient, en grande partie, à son caractère impersonnel. Cela signifie-t-il pour autant qu'il soit menacé ?

toutes les promesses, et que cette aide s'était chiffrée, en 1973, à 276 millions de dollars... »

Unanime dans sa condamnation du régime, la démocratie chrétienne n'est pas moins sur ses gardes pour en changer les dirigeants de l'« extérieur » souhaitent une alliance avec les partis de l'Unité populaire. Ceux de l'« intérieur » pensent, dans l'attente, qu'une telle alliance n'aurait — contrairement à la démocratie chrétienne — un trop beau prétexte au général Pinochet pour dénoncer le caractère « revanchard » et contradictoire d'une collusion avec les « marxistes ». « Comment passer, au nom du retour à la démocratie, avec ceux dont la seule politique a consisté pendant trois ans à étouffer pour occuper tout le pouvoir ? », nous dit un démocrate-chrétien. La démocratie chrétienne prône donc miser sur une évolution interne des forces armées. La tendance de ces dernières semaines serait plutôt au durcissement, malgré les concessions faites, ici et là, à l'Eglise et à l'opinion étrangère. La 11 décembre, en effet, a été adopté un décret-loi qui permet la suspension de tout journal ou station de radio dont les nouvelles peuvent « méconter » la population. En janvier la mesure a été appliquée à la station Radio-Présidente-Balmaceda, de la démocratie chrétienne, interdite sine die pour « campagne antipatriotique ». En janvier également une purge massive a été entreprise à l'Université du Chili, qui accueillait la moitié des étudiants du pays, et que les autorités veulent débarrasser de ses enseignants et fonctionnaires opposés au régime. Quant aux arrestations, elles continuent, essentiellement parmi les syndicalistes ouvriers et paysans, communistes comme gauchistes.

CHARLES VANHECKE.
(Vendredi 8 février.)

PORTRAIT

Un technicien du gouvernement et un homme d'ordre

M. Hua Kuo-feng, qui est âgé de cinquante-cinq ans, se caractérise à la fois comme un technicien du gouvernement et comme un homme d'ordre. Nommé ministre de la sécurité publique en janvier 1975, il s'intéresse néanmoins de très près aux affaires économiques, et c'est à ce titre, notamment, qu'il a présenté, à l'automne dernier, le rapport le plus important devant la conférence nationale sur l'agriculture. A ce titre, il est probablement l'homme du gouvernement qui a suscité le plus clairement l'engouement de la préparation du V^e Plan de développement.

Il est originaire de la province du Hunan et, dès les premières années de sa carrière, au début des années 50, on le voit à la fois occuper des responsabilités dans l'organisation locale du parti et dans l'agriculture, notamment comme animateur des projets d'irrigation. De juillet 1958 à 1957, il est vice-gouverneur du Hunan et, en même temps, membre du comité provincial du parti où, à partir de septembre 1958, il est particulièrement chargé des questions économiques de la province. Toujours vice-gouverneur provincial, il devient l'un des secrétaires du comité hunanais du parti, en 1959. Il demeure spécialiste des travaux d'irrigation et il supervise notamment la réalisation de travaux dans ce domaine dans la région natale du président Mao Tse-tung, à Shaoshan.

M. Hua Kuo-feng est un personnage de l'establishment politique provincial lorsque commence la révolution culturelle en 1966. Il ne manifeste au début aucune sympathie apparente pour les gardes rouges et s'oppose même à leur activité. Cela lui vaut d'être assez sévèrement attaqué, pas assez gravement cependant pour que, lorsque les choses commencent à rentrer dans l'ordre, il ne puisse être nommé vice-président du comité révolutionnaire de la province.

(PUBLICITE)

Retraite pour les FRANÇAIS EXPATRIÉS

L'institution de retraites des cadres et assimilés de France et de l'étranger (IRCAFEX) CAISSE AGIRC n° 58 GROUPE CRE

4, rue du Colonel-Driant 75040 PARIS, CEDEX 01 Tél. 231-39-63 (poste 206)

a été désignée pour recevoir les adhésions individuelles des cadres français expatriés, au régime de retraites des cadres issu de la Convention collective nationale du 14 mars 1947.

L'IRCAFEX tient à la disposition des personnes intéressées la documentation et les pièces nécessaires à la constitution des dossiers.

Le Monde

DOSSIERS

ET DOCUMENTS

LE NUMERO DE FEVRIER

EST PARU

N° 28

Il comprend

dans la série « Société »

LA MONTAGNE

et dans la série « Économie »

LA SÉCURITÉ

SOCIALE :

QUI VA PAYER ?

Prix de vente, le numéro : 2 F.

Abonnement 1 an (12 numéros) :

24 F.

Sur demande, tarif dégressif pour abonnements groupés expédiés à une même adresse.

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

du 5 au 11 février 1976

حكايا من الامم

PROCHE-ORIENT

Liban

Dans la plaine de la Bekaa contrôlée par les Palestiniens

(Suite de la première page.)

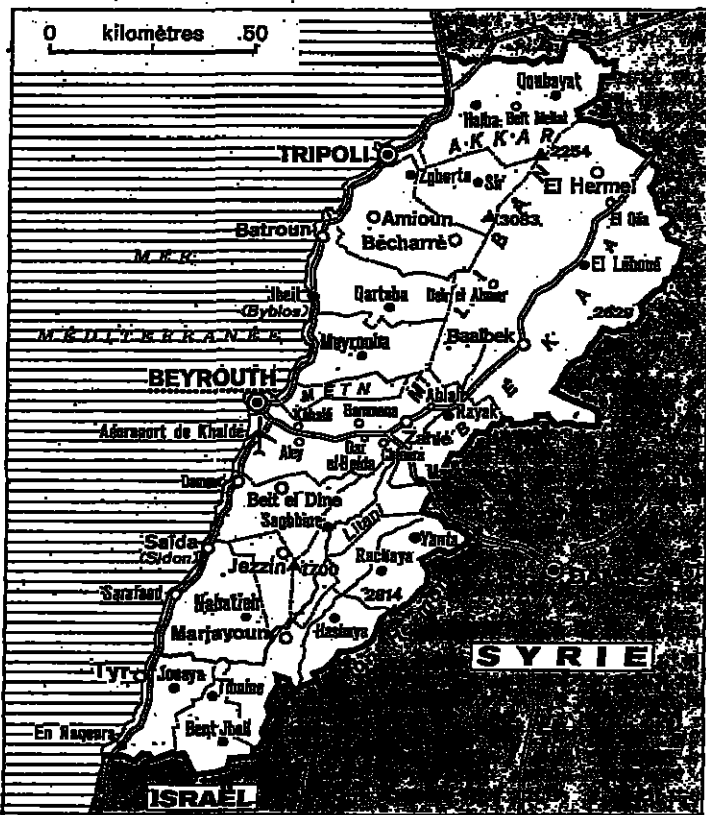
Dès le mois d'octobre, un important détachement de l'armée libanaise avait pris position aux abords de la ville. Il avait pour mission de s'interposer entre les deux factions. Mais sa présence devant, au contraire, provoquer une recrudescence des affrontements, plusieurs éléments, sous la conduite de leurs officiers, étant accusés de prendre activement le parti des combattants du Rassemblement.

Aujourd'hui, l'armée a presque disparu. Quelques militaires gardent l'entrée de Zahle, d'autres ont refait vers le col de Dar-El-Beldi, qui commande la route de Beyrouth et l'accès au Mont Liban « chrétien ». Les garnisons d'Ablah et de Rayak, où se trouve la principale base aérienne du Liban, sont encerclées. Toute la plaine est contrôlée par les forces palestiniennes. Il s'agit d'une présence, à vrai dire, peu visible. Kalatchnikov en bandoulière, coté du kéffieh traditionnel, des fedayin gardent les routes, les entrepôts et les fermes les plus importantes. Les gros groupes sont cantonnés loin des routes.

Non loin de la carapace d'un char libanais désarmé par une explosion, au milieu de l'immense brouillard qui s'est levé sur la plaine, sous les plumes de l'aube, l'état-major de l'armée de libération palestinienne (A.L.P.) a installé un P.C. dans une maison d'un village de réfugiés palestiniens.

M. Abou Jihad, commandant des troupes de la branche militaire du Fath (A. Asifa), est venu assister à un « briefing ». Ce personnage, entouré de secrets, est considéré comme le numéro deux de l'organisation dirigée par M. Yasser Arafat.

« Nous avons été contraints de nous engager dans la bataille, déclare-t-il, car, dans les derniers jours du conflit, l'armée s'est rangée au côté des phalangistes pour, à partir de Zahle et de plusieurs points, nettoyer la Bekaa de tous les progressistes et Palestiniens. Nous connaissons ce plan et les officiers qui l'avaient mis au point. Nous ne pouvions pas



ne pas réagir, d'autant que ce plan faisait partie d'une offensive générale. On l'a vu dans la région de Beyrouth, où, subitement, notre camp de Druze et celui de Harlanges n'avaient cessé le combat que parce qu'ils ne pouvaient agir autrement.

Un commando du Fath s'est installé dans une ville inhabitée appartenant à un Koweïtien d'origine irakienne, qui possède un vaste domaine de plusieurs centaines d'hectares dans les environs de Chouf. « Voilà ce qu'on a fait de ce pays, a rapporté un des fedayin, un pays d'accueil pour des milliardaires qui se font bâtir de luxueuses maisons où ils n'ont séjourné que deux fois pendant quelques heures, seulement en cinq ans. A côté, le gardien — un chrétien — ne gagne que 50 livres par mois. » (Une livre libanaise vaut 2 francs.)

Un camion, deux chars légers portant l'inscription « Armée libanaise arabe » : cette image témoigne d'un autre événement important qui a eu lieu dans la Bekaa. Cette nouvelle armée vient d'être créée par quatre lieutenants, sous-officiers et soldats qui, au cours des derniers combats, ont choisi de quitter « l'armée » pour se mettre aux côtés des forces progressistes. Ils sont que quelques centaines disposant d'une trentaine de blindés, de camions et de quelques pièces d'artillerie, mais ils sont la preuve la plus spectaculaire du démantèlement et des divisions d'une armée régulière dont les chefs sont accusés de participation en faveur des partis de droite chrétiens.

Devant la cour de la ferme qui lui sert de quartier général, le lieutenant Ahmed Khatib, trente-quatre ans, se fait acclamer par les habitants d'un village voisin venus en délégation — leur cheikh et leur instituteur en tête — pour l'assurer de leur soutien dans son action. « Vive le lieutenant Khatib ! » La cérémonie se reproduit chaque jour avec un groupe différent. Cet homme voté à l'air réservé, peu loquace, est devenu en quelques jours un militaire libanais le plus connu.

« Nous avons décidé de rejoindre le mouvement national, déclare-t-il, car nous ne voulions plus obéir à des ordres impossibles à exécuter. Nous demandons de prendre parti, avec nos armes, contre la majorité du peuple de ce pays. Il ne s'agit pas de religion, il y a des chrétiens parmi nous comme au sein du Front progressiste et de la résistance palestinienne. »

La « longue marche » du lieutenant Khatib a commencé le 20 décembre, lorsque, accusé d'avoir dénoncé l'attitude partisane du commandement, il a été muté de Zahle à Marjayoun, dans le Sud-Liban. C'est de cette position que, l'été dernier, avec quelques dizaines de « camarades », il a refusé de résister passivement, mais « d'agir », il a remporté la victoire de Chikicestnango, célèbre pour les rites initiatiques du paganisme de sa population indienne pourtant catholique. Selon les calculs des experts les plus optimistes, il faudra plus de cinq ans pour que l'industrie du tourisme se ranime de la catastrophe.

ANDRÉS TIEMPO.

(Mercredi 11 février.)

FRANCIS CORNU.

(Mardi 10 février.)

AFRIQUE

LA GUERRE CIVILE EN ANGOLA

Le M.P.L.A. annonce la prise de Huambo capitale de ses adversaires

Tandis que le M.P.L.A., annonçant la prise de Huambo, anciennement Nova-Lisboa, fait état d'un succès sur ses adversaires de l'UNITA qui pourrait être décisif, l'Union soviétique a émis, samedi 7 février, selon l'agence Tass, des propositions permettant un règlement négocié en Angola.

L'agence soviétique précise que « l'U.R.S.S. préconise un règlement à partir du retrait des troupes des interventionnistes sud-africains et des mercenaires, et par une alliance des vraies forces patriotiques qui veulent l'indépendance de l'Angola ».

Pour sa part, le gouvernement tanzanien a demandé au secrétaire de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) de reconnaître la République populaire d'Angola comme membre à part entière de l'organisation.

Selon la déclaration du ministre tanzanien des affaires étrangères, M. Ibrahim Kaduma, le secrétaire de l'O.U.A. doit prendre cette décision puisque vingt-cinq Etats de l'O.U.A. ont plus

de la moitié des membres de cette organisation, ont reconnu le régime de Luanda.

● A Johannesburg, le « Sunday Times » du 8 février assure qu'un affrontement se prépare aux frontières du Sud-Ouest africain, entre les forces cubaines et angolaises, d'une part, et les effectifs maintenus sur place par Pretoria, d'autre part. « Cet affrontement, écrit le journal, pourrait être le plus important de toute la guerre. » Le « Sunday Times » écrit, en outre, que M. Jonas Savimbi, président de l'UNITA, s'est rendu à Pretoria en décembre.

En Angola même, l'UNITA dénonce, dans un communiqué, la présence d'Algériens dans les rangs de ses adversaires. Ils serviraient des hélicoptères disposés de lance-roquettes à Mucande, à une centaine de kilomètres au sud de Luanda. A Luanda, le président Neto a, dans un discours, condamné les « actes d'indiscipline de gens qui donnent l'impression de vouloir organiser un mouvement politique parallèle au M.P.L.A. ».

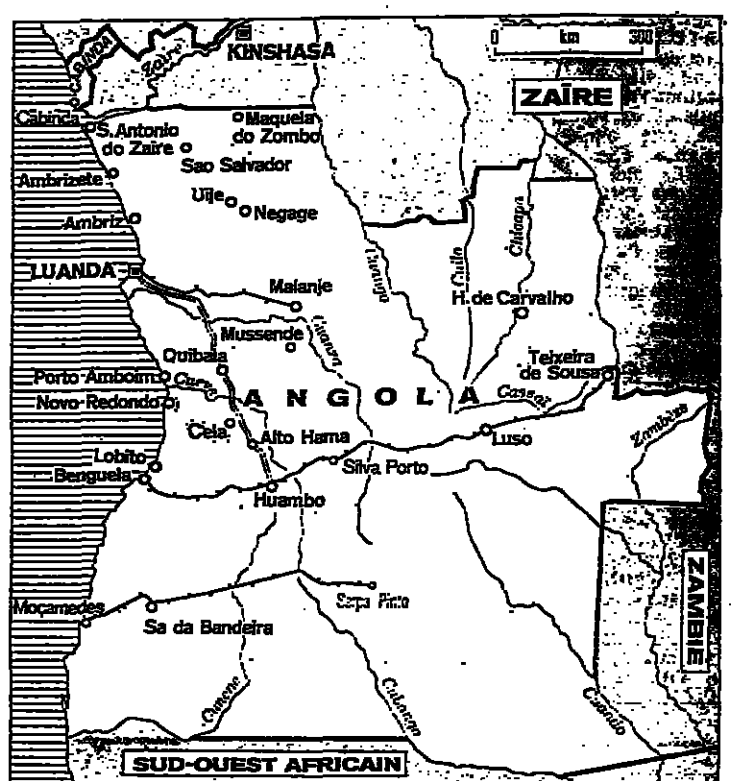
(A.F.P., U.P.I.)

Correspondance

qui s'est étendue ensuite à tout le Sud. Huambo était considéré comme le chef de M. Jonas Savimbi, le centre de l'ethnie Ovimbundu, au sein de laquelle il avait conquis sa popularité, au moins jusqu'à ce que pèse sur la ville la pression des troupes du

quinzième anniversaire du déclenchement de la lutte armée.

Les observateurs ont été surpris de voir Huambo tomber si vite. Pendant toute la semaine dernière, une grande quantité de matériel militaire, chars T 34 et T 55, engins blindés amphibies, artillerie anti-aérienne, a quitté le port de Luanda pour rejoindre le front sud. On signalait de même qu'une



M.P.L.A. et des Cubains. Le président de l'UNITA a alors décidé de transférer le siège de son mouvement à Silva Porto, 160 kilomètres plus à l'est. En outre, des groupes clandestins du M.P.L.A. semblent y avoir été très actifs depuis un mois. Huambo aurait ainsi été paralysé par une grève générale le 4 février, lors du

partie des forces armées du front Nord traversaient l'Angola pour rejoindre la région de Huambo. On pensait donc que le rassemblement et l'organisation de cette armée ne permettraient pas une attaque avant la fin de février, même si elle était établie, depuis le début de la semaine du 2 février, les forces sud-africaines s'étaient retirées au sud du chemin de fer de Benguela.

Selon une source bien informée, la prise de Huambo ne se serait heurtée à aucune résistance. Les forces du M.P.L.A. et des Cubains n'auraient mis que quatre heures pour franchir les 60 km qui séparent Alto-Hama, où les combats auraient été épiques, des faubourgs de Huambo. Le 7, à 19 heures, elles auraient fait parvenir un ultimatum aux forces de l'UNITA, leur enjoignant de se rendre, faute de quoi l'assaut serait donné quatre heures plus tard. Ne recevant aucune réponse, les forces de la République populaire ont entamé sans aucune difficulté dans Huambo. Les combattants de l'UNITA s'en étaient retirés ou auraient abandonné leur uniforme pour des vêtements civils.

Mais on ne possède pour le moment aucune information officielle sur les conditions de la chute de Huambo. On n'a pas jugé utile de ouvrir pour la circonstance le centre de presse de Luanda, fermé le dimanche 8 février. Le porte-parole de l'état-major est introuvable. Aucune personnalité de la République populaire n'a fait la moindre déclaration. De même, la population de Luanda n'a pas manifesté, de quelque façon que ce soit, à l'annonce de la nouvelle. Il faut dire qu'elle n'est absolument pas informée des batailles quotidiennes de ses forces armées. Depuis la proclamation de la République populaire, aucun journaliste n'a été autorisé à se rendre sur les champs de bataille. La semaine dernière, le Conseil de la révolution décidait purement et simplement d'interdire à tous les journalistes les séjours sur le front, y compris pour suivre les visites qu'y font régulièrement les membres du gouvernement ou du bureau politique. On peut donc se demander ce que les autorités de la République populaire veulent cacher, surtout si, comme le répètent jour après jour tous les organes d'information nationaux : « Les glorieuses Forces volent de victoire en victoire. »

RENÉ LEFORT.

(Mardi 10 février.)

MAURICE DELARUE.

(Mardi 10 février.)

CATASTROPHES

Un cinquième de la population victime du sinistre

(Suite de la première page.)

Un foyer de vieillards avec deux cent soixante-dix pensionnaires a bien résisté, lui, aux secousses. Mais le manque de vivres et d'eau rend la situation de ceux-ci insupportable.

« Nous sommes en train de mourir »

En province, l'aide aux gros villages dévastés par centaines s'intensifie, la priorité étant donnée aux centres de plus de 1 000 habitants. Ainsi les villages isolés, perdus dans les montagnes, n'ont-ils pas encore reçu aucun secours et il est à craindre qu'ils ne les reçoivent jamais. Ce qui a poussé des centaines de membres de ces petites communautés rurales à abandonner leurs demeures et à essaimer le long des routes où ils se tiennent immobiles, face aux voitures qui passent avec des pancartes portant des inscriptions telles que : « Nous n'avons rien à manger », « Nous sommes en train de mourir », « Frères, aidez-nous ».

Les pertes économiques n'ont pu encore être évaluées, étant donné l'ampleur du désastre, et, selon les déclarations faites par les experts,

ce ne sera que dans deux mois ou plus que l'on pourra établir un bilan sérieux. Cependant, on peut déjà prévoir deux conséquences graves pour l'économie guatémaltèque, qui avait connu, depuis 1970, un taux d'expansion sans précédent : la première concerne la baisse des rentrées de devises apportées par le tourisme, et la seconde, une diminution probable du quota de vente du café sur le marché international.

Grâce au café et au tourisme, la Guatémala avait pu terminer l'année 1975 avec un excédent de devises qui correspondait à plus de la moitié de celles que possédait, à la même date, l'ensemble des autres pays d'Amérique centrale, et cela malgré la saignée provoquée par l'augmentation du prix du pétrole.

Les experts prévoient une baisse de la production de café cette année, ce qui pourrait porter un coup fatal à l'économie guatémaltèque et avoir des conséquences sur les cinq années à venir. L'accord international du café, signé il y a peu de temps, prévoit, en effet, que les pays producteurs obtiendront un quota d'exportation en rapport direct avec leur production de l'année. Au Guatemala, l'Association nationale du café (Anacafé) avait donc misé sur la production massive, incitant les propriétaires locaux à augmenter leur rendement afin de se voir adjuger un quota plus important. Cependant, ce n'est que dans six semaines environ que l'on saura si finalement le séisme a affecté sérieusement la culture du café ou non.

Il est beaucoup plus aisé de se rendre compte des pertes dues au cataclysme en ce qui concerne le tourisme. L'essor qu'il connaissait avant le drame avait permis un afflux de visiteurs nationaux qu'étrangers dans le domaine de la construction hôtelière. Dans la capitale, des dizaines d'hôtels commencent à pousser et, ils se multiplient aux alentours, des sites archéologiques, telles les ruines mayas de Tikal et le village de Chichicastenango, célèbre pour les rites initiatiques du paganisme de sa population indienne pourtant catholique. Selon les calculs des experts les plus optimistes, il faudra plus de cinq ans pour que l'industrie du tourisme se ranime de la catastrophe.

ANDRÉS TIEMPO.

(Mercredi 11 février.)

FRANCIS CORNU.

(Mardi 10 février.)

DIPLOMATIE

Paris souhaiterait un « directoire » européen

(Suite de la première page.)

boucliers des « petits ». Les idées en cours aujourd'hui à Paris seraient sensiblement différentes. Dans ce « directoire », des procédures de délégation et de rotation devraient permettre à tous de faire valoir ses vues. La rotation ne serait pas automatique, et les « grands » ne seraient pas nécessairement des membres de droit inamovibles. Le « directoire » pourrait comprendre, par exemple, deux « grands » et un « petit ». En outre, la personnalité des dirigeants européens devrait être prise en considération. Actuellement, M. Thorn, chef du gouvernement du Luxembourg, a plus de poids politique que le grand-duché. On imagine mal cependant comment de telles idées pourraient être mises en œuvre sans soulever, entre autres, des questions de susceptibilité insurmontables.

C'est sans doute parce que l'on mesure mieux à Paris les risques de paralysie d'une Communauté trop nombreuse que l'on paraît moins hostile qu'ailleurs à la construction « à plusieurs vitesses » proposée par M. Tindemans. Sans doute devrait-on se prémunir contre les risques de dislocation, mais la « progression différenciée » n'est pas une novation : la Communauté actuelle est faite « à plusieurs vitesses » avec six fondateurs et ses trois adhérents, son « serpent » monétaire, et son Conseil européen, inspiré des « comités » réguliers franco-allemands.

D'ailleurs, pourquoi et comment empêcher que ceux qui veulent aller plus vite et plus loin que les autres ne le fassent ? Dans cette affaire, on semble considérer que le tact et la présentation jouent un grand rôle.

On paraît d'autant plus soucieux à Paris de consolider à la tête de la Communauté un pouvoir de décision efficace que l'on a pris son parti de l'élection du Parlement européen au suffrage direct. Les deux vont de pair, dit-on : c'est parce que le Conseil européen est en état de marche que l'élection démocratique du Parlement européen est souhaitable, voire nécessaire.

L'élection directe soulève cependant encore deux problèmes sérieux : la répartition nationale des sièges, qui dépend d'un accord entre les Neuf, et le mode de scrutin, qui, si l'on s'en tient à l'arrangement (contesté) passé entre les Neuf, ne relève, dans l'immédiat, que des autorités nationales. Les ministères de l'intérieur s'en sont livrés à de nombreuses études sur les avantages et les inconvénients des scrutins majoritaire et proportionnel. On s'oriente — semble-t-il — vers un système mixte : des listes de trois sièges seraient élues au scrutin majoritaire dans des circonscriptions ad hoc formées de plusieurs départements et les restes seraient répartis à la proportionnelle à l'échelon national.

MAURICE DELARUE.

(Mardi 10 février.)

Le Monde
WEEKLY ENGLISH
SECTION

Nous remercions nos lecteurs qui la section hebdomadaire du Monde en langue anglaise est insérée dans le Guardian Weekly et vendue par abonnement dans tous les pays.

EXTRAIT DU TARIF (abonnement d'un an)

Voie normale : 120 F

Voie aérienne :

- Europe, Malte, Grèce, Chypre : 138 F
- Moyen-Orient, Afrique du Nord : 154 F
- Afrique, Canada, Afrique, Inde, Pakistan, Ceylan, Hong Kong, Malaisie, Antilles : 158 F
- Extrême-Orient : 170 F

SERVICE DES ABOUNNEMENTS : 1501 Paris - Cedex 19, C.C.P. 4897-23 Paris

« Weekly English Section » « Le Monde »

سكندرية

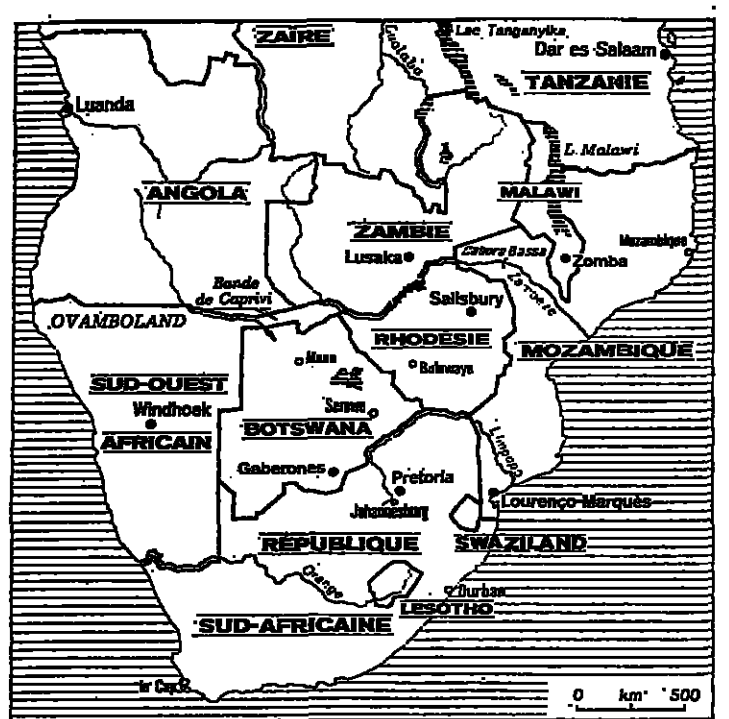
حکومت الاصل

AFRIQUE

L'Afrique «déstabilisée»

(Suite de la première page.)
La Zambie, que la chute des cours du cuivre place dans une situation économique catastrophique, serait vite à genoux si un Angola hostile maintenait

ington attend le nouveau régime. D'ores et déjà, Luanda a fait l'objet de discrètes avances assorties de menaces de blocus économique. Le M.P.L.A., qui a toujours distingué entre ses sympathies et



la coupe du chemin de fer de Benguela, vital pour ses exportations. Le Zaïre, en mauvaise posture pour les mêmes raisons, a dû se résigner à composer avec M. Neto.
Un ancien premier ministre de Luanda, M. Gizenga, appelle ses partisans aux armes contre le général Mobutu. Le chantre de l'«authenticité» anticommuniste voit son cauchemar d'«étrangement» par des Etats marxistes prendre forme et il aura de nouveaux ennemis, si les quatre mille anciens «gendarmes belgiques» combattant actuellement aux côtés du M.P.L.A. viennent après la victoire demander des comptes au responsable de leur exil.
Prenant le vent, deux grandes sociétés américaines viennent de renoncer à leurs projets d'investissements à Kinshasa. Or le fragile consensus que le général Mobutu a imposé d'une poigne de fer à un peuple complaisant risque à tout instant de se disloquer. Là encore, la «déstabilisation angolaise» est déjà à l'œuvre.
Radicalisé par son combat, engagé par ses alliances, le M.P.L.A. doit, en fin de compte, se féliciter de l'intervention sud-africaine. L'apprenti sorcier de Pretoria, ignorant le monde extérieur, et comme tout régime isolé, enfermé dans le simplisme de ses analyses et l'obsession de ses fantasmes, s'est lancé dans l'aventure sans disposer des trois atouts indispensables à son succès : soutien de l'opinion internationale qu'une trentaine de morts a suffi à décourager, engagement de moyens militaires importants et appui avoué et efficace des Etats-Unis.
Pour la première fois, Moscou a assuré le soutien logistique de combattants qu'il ne pouvait fournir directement, mais trouvait, solidement motivés et prêts à en découdre, dans l'unique démocratie populaire tropicale : Cuba. Cette combinaison a démontré son efficacité dans un conflit périphérique. Certes, le «complexe de Saigon» hait les mains des Américains, mais les peuples du tiers-monde oublieront la pitieuse recrudescence de la crise des fusées en 1962 pour retenir le succès magistral de Luanda en 1976.
L'affaire constitue aussi un échec cinglant pour la Chine qui vient, pour la première fois, de dénoncer l'action de «mercenaires» — allusion évidente aux Cubains — au service des «révisionnistes». Pékin semble d'ores et déjà restreindre son soutien au Zaïre et ne parvient guère à faire admettre sa position de principe gardant la balance égale — au moins en théorie — entre les «trois mouvements de libération» angolais. La Corée du Nord — qui a retiré ses instructeurs de l'Armée du général Mobutu — et le Vietnam ont, pour leur part, reconnu le régime de Luanda. Même si les coopérateurs chinois — auteurs du chef-d'œuvre qu'est le chemin de fer de Tanzanie — sont appréciés dans toute l'Afrique pour leur désintéressement et leur efficacité, leur pays aura le plus grand mal à faire oublier que, pour faire pièce à l'U.R.S.S., il s'est en fin de compte rangé dans le camp des «colonialistes» et, pis encore, des perdants.
Lorsque, après avoir fait plus de cent mille morts, les armes se tairont enfin en Angola, il faudra bien reconstruire un pays dévasté. C'est à ce rendez-vous que Wash-

FRANCE-ALGÉRIE : DE L'IDYLLE A LA CRISE

IV. — La coopération culturelle, secteur préservé

par DANIEL JUNQUA

La crise franco-algérienne a des causes à la fois politiques et économiques. D'une part, l'Algérie accuse le gouvernement français d'avoir pris parti pour le Maroc et la Mauritanie dans la crise du Sahara occidental. D'autre part, elle dénonce le déséquilibre croissant de sa balance commerciale et les réticences de Paris à lui accorder des facilités financières pour son plan de développement (nos numéros précédents). Cependant, la coopération culturelle et technique, qui demeure importante, n'est pas affectée par le conflit.

Lorsqu'ils comparent les conditions de vie de leurs compatriotes émigrés à celles des Français résidant en Algérie, les Algériens ne s'achèvent pas leur amertume. «Là-bas, nous a dit un de leurs représentants à Paris, est une épreuve. Celui qui part se résigne à travailler durement pour un salaire souvent faible, à être parqué dans des ghettos, à subir l'indifférence, parfois l'humiliation. Il faut apprendre à vivre, sans famille, dans un univers hostile. L'Algérie est triplement exploitée et méprisée : comme travailleur, comme étranger et comme Arabe. Le pays d'accueil a au moins le devoir d'assurer sa sécurité. Qu'en est-il en France ? Notre ont été assassinés. Nos consulats, les locaux de notre Amicale, des cafés, des foyers, ont été détruits à coups de cocktails Molotov. Les tueurs, les terroristes, courent toujours. Ils peuvent demain impunément recommencer à frapper. Mais quand on arrive en Algérie deux ingénieurs algériens pour espionnage économique, la presse française se déchaine, et la section locale de la C.G.C. propose en représailles de licencier des travailleurs algériens.»

Les dirigeants algériens ont cependant pris soin de tenir à l'écart de la querelle la coopération culturelle, scientifique et technique, et les hommes qui la servent. «Ils n'en parlent d'ailleurs jamais», nous a déclaré avec un peu d'amertume un membre de la mission culturelle française à Alger. Ils la considèrent un peu comme un dû, l'assimilant, consciemment ou pas, à des dommages de guerre.

Il est vrai qu'El Moudjahid, le quotidien officiel, n'accorde que peu de place à la coopération française, alors qu'il célèbre fréquemment les mérites des Chinois, des Roumains ou des Bulgares.

Pour être discrète, la mission culturelle française en Algérie n'en est pas moins importante et efficace. Ses dépenses ont représenté en 1976 le quart du budget global de la direction des relations culturelles du ministère des affaires étrangères. Elles se sont élevées à 178 millions de francs alors qu'elles ont été, pendant la même période, de 109 millions au Maroc et de 21 millions au Québec. On insiste volontiers à

comble. Les anciens suppléants de l'armée française en Algérie veulent aujourd'hui obtenir le droit d'y retourner pour revoir leur famille. Le rattachement de cette revendication suscite inimaginablement une violente réaction. «Ces hommes ne sont plus des nôtres, dit-on à Alger. Ce sont des trublions. C'est un membre gangrené que nous avons emporté. Ils n'ont aucune place ici. D'ailleurs, leurs sentiments n'ont pas changé. Ils continuent, main dans la main avec les nationalistes de l'Algérie française, à vouloir nous nuire. Et, lorsqu'ils viennent ici, c'est pour poser des bombes.»

L'arrestation, au début de janvier 1976, d'un «commando de saboteurs» venus de France et d'Espagne pour perpétrer des attentats a rouvert les plaies que l'on croyait en voie de cicatrisation.

Les Algériens rendent volontiers hommage aux responsables de la mission culturelle, et entretiennent les meilleurs rapports avec son directeur, M. Girard. Mais ils soupçonnent Paris de freiner volontairement une coopération qu'ils ne demanderaient pour leur part qu'à étendre. Ils disent attendre depuis plus de deux ans une réponse à leur demande de création d'un Institut supérieur d'aéronautique.

Il ne s'agit là que de problèmes mineurs, touchant les modalités et le fonctionnement de la coopération. C'est sur les objectifs que les divergences apparaissent les plus profondes. «Vous ne nous aidez pas par altruisme», disent les Algériens aux Français. Notre développement n'est pas votre principal. La coopération constitue d'abord pour vous le moyen de défendre les positions de la langue française dans notre pays.»

C'est effectivement une préoccupation majeure des responsables de la mission culturelle. «Nous continuons», nous a déclaré l'un d'eux, «à la formation des professeurs de français dans tous les pays du monde, sauf en Algérie. Les Algériens estiment connaître suffisamment notre langue pour pouvoir se passer de notre collaboration sur le plan pédagogique. Le ministère de l'enseignement primaire et secondaire craint peut-être que notre présence dans les instituts technologiques d'éducation n'altère la formation des maîtres et ne perturbe le processus de récupération du patrimoine culturel arabo-islamique. Nous comprenons ce souci, mais nous constatons que le niveau des professeurs algériens de français a tendance à baisser.»

Ceux-ci ne le contestent pas, mais émettent à juste titre quelques réserves sur la qualité des enseignants mis à leur disposition. Quatre cents d'entre eux seulement peuvent faire état d'un doctorat. Les autres, des assistants pour la plupart, manquent de formation pédagogique. Vicieuses du chômage en France, ils trouvent dans la coopération un débouché qui leur assure un salaire décent. Les autres, des assistants pour la plupart, manquent de formation pédagogique. Vicieuses du chômage en France, ils trouvent dans la coopération un débouché qui leur assure un salaire décent.

La coopération technique n'est pas moins développée, bien que ses effectifs aient considérablement diminué, passant de six mille à sept mille personnes en 1967-1968 à mille neuf cents l'année dernière. Contrairement à ce qui se passe dans l'enseignement, le recrutement se fait à un niveau de plus en plus élevé, et l'accent est mis sur la formation de cadres algériens. C'est dans le secteur médical que l'activité des coopérateurs français est la plus remarquable, et la visite, en 1975, à Alger, de Mme Simone Veil, a consacré cet effort. Quelque trois cent quarante médecins français sont à l'œuvre actuellement en Algérie au titre de la coopération (1). Près de la moitié d'entre eux assurent la totalité de la couverture médicale au Sahara, dans le cadre d'une mission particulière.

Cela explique leur attitude parfois ambiguë devant une coopération dont ils souhaitent simultanément qu'elle augmente en volume et diminue en influence.

Sur le plan scientifique, les responsables français font aussi remarquer que l'Algérie fait par-

« Nous pouvons nous passer de la France »

Il ne semble pas que l'on fasse, du côté français, beaucoup d'efforts pour comprendre ce genre de problèmes. Pourquoi d'ailleurs se donner cette peine ? A tous les niveaux et dans tous les domaines, les Français sont convaincus que les Algériens ne peuvent se passer d'eux sans aller droit à la catastrophe. L'expression « Nous sommes condamnés à vivre ensemble » a pris valeur de dogme. On en conclut à Paris qu'il n'y a aucune raison de ménager les « susceptibilités » d'un partenaire pour lequel « on fait déjà beaucoup » et qui, de toute façon, ne dispose ni politiquement, ni économiquement, ni culturellement, de solutions de rechange, du moins à court terme.

Au-delà des contentieux politiques et économiques, cette tranquille certitude provoque chez les Algériens les commentaires les plus acerbes. Si nous coopérons avec la France, disent-ils, c'est en vertu d'un choix politique et non en raison d'un besoin. Il est de fait qu'Alger n'a pas opté pour la voie la plus facile en se prononçant pour le socialisme et le non-alignement sans pour autant rompre avec l'ancienne puissance coloniale. Jalouse de son indépendance, soucieuse d'affirmer sa personnalité, l'Algérie refuse tout ce qui pourrait apparaître comme des manifestations

d'un néo-colonialisme qu'elle dénonce chez ses voisins.

« Nous pouvons nous passer de la France », nous a-t-on affirmé dans l'entourage du président Boumedienne. Nous avons relevé d'autres déclarations. On ne nous croyait pas capables de nationaliser nos pétroles. Nous l'avons fait, et nous avons créé la Sonatrach. Nous avons agi de même pour les banques. Nous pouvons, de la même façon, renoncer à la coopération culturelle et technique ou rapatrier notre émigration. Faudrait-il que nous le fassions pour que l'on nous en croie capables ? Pourquoi ces doutes constants sur nos choix, nos possibilités, nos capacités ? Pendant combien de temps encore nous faudra-t-il prouver que l'on peut nous faire confiance ? »

Ce serait méconnaître gravement la détermination des Algériens que de les croire incapables d'opérer une révision déchirante de leurs relations avec Paris. Ils ne s'y résoudront, certes, qu'en leur dernier ressort. Mais si la lente érosion des rapports bilatéraux devait s'aggraver, la France non seulement perdrait progressivement en Algérie ses positions économiques et culturelles, mais encore elle devrait renoncer à sa prétention de jouer un rôle prépondérant dans le dialogue euro-arabe, et, au-delà, dans la concertation qui s'ébauche entre les nations développées et le tiers-monde. C'est là l'enjeu véritable.

F I N

(Vendredi 30 janvier.)

BANQUE NATIONALE DE PARIS
un service créé par la
pour les Français et les étrangers
qui résident hors de France.

Conseil France

2, Place de l'Opéra 75002 PARIS - Tél. : 073.08.11

Carte d'adhérent n° 75 1200000

MR DUGUET

la carte Conseil France

pour vous informer, vous conseiller, ou agir à votre place.

- Nous sélectionnons les meilleurs investissements pour leur rentabilité et leur perspective de plus value. (Appartements résidentiels ou à usage locatif, immeubles de rapport, bureaux, murs de boutiques, propriétés agricoles, forêts, terrains, participations industrielles et commerciales, etc.)
- Nous gérons vos biens car, n'étant pas sur place, vous avez besoin d'une personne de confiance pour les surveiller. (Choix et contrôle du gérant, récupération d'une créance, déclaration fiscale, expertises, examen de toutes questions juridiques et fiscales liées à la gestion de vos biens, etc.)
- Nous vous renseignons et vous conseillons sur les placements de toutes sortes.
- Nous vous mettons en relation avec des experts de toute confiance.
- Nous étudions vos contrats et vous représentons à la signature ou en d'autres circonstances.

Mais notre rôle ne s'arrête pas là...
• Nous pouvons également faire accueillir vos enfants par une hôtesse à l'aéroport, leur trouver une famille française, un home d'enfants, leur organiser des séjours de vacances linguistiques en Angleterre, Allemagne, etc. vous recommander des établissements scolaires sérieux; vous fournir une voiture à l'usage de la famille, etc.

vous pouvez faire appel à nos services où que vous soyez.

En France bien sûr (notre réseau de services s'étend à toute la France) et sans avoir à quitter votre pays puisque tout peut se faire par correspondance, télex ou téléphone.
A Paris, pendant vos séjours, une seule visite vous suffira pour rencontrer les spécialistes dont vous avez besoin dans les bureaux de CONSEIL FRANCE, au centre de Paris, 2, Place de l'Opéra.
En outre, nous avons des correspondants dans toute l'Europe et dans 50 autres pays grâce aux Agences de la BANQUE NATIONALE DE PARIS à l'étranger.

que content nos services ?

Les informations et conseils donnés par CONSEIL FRANCE sont gratuits.
Au cas où le problème à analyser, l'intervention demandée, nécessite la constitution d'un dossier, des recherches particulières, des déplacements, des appels téléphoniques multiples et lointains, des notes de frais pourront vous être présentées avec leurs justificatifs.
S'il faut recourir aux services de nos correspondants extérieurs, leurs honoraires seront fixés suivant le tarif syndical ou les usages de la profession.
De toute manière, avant d'engager des dépenses pour votre compte, nous vous consulterons toujours et nous vous protégerons des notes de frais et honoraires abusifs.

• 1^{re} Banque d'Europe - 4^e Banque du Monde - 2000 Sièges en France et plus de 50 Filiales et Bureaux de Représentation à l'étranger.

DEMANDE DE DOCUMENTATION

Nom Nationalité

Adresse Profession

Sans engagement de ma part, veuillez m'envoyer votre documentation.

LA DÉCOLONISATION ESSOUFLÉE

Les habitants de l'île de Mayotte, dans l'archipel des Comores, consultés dimanche 8 février, par référendum, se sont prononcés à une très large majorité (99,4 % des votants) en faveur du maintien de l'île dans la République française. Cependant, la tension reste très vive à

Djibouti. L'opposition se propose d'organiser, le 11 février, une grande manifestation qui, selon M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, « sera probablement interdite ». La libération de l'enfant français retenu en otage, qui est arrivé lundi 9 février à Paris, n'a guère fait

baïsser le ton de la polémique franco-somalienne sur les responsabilités dans l'affrontement de Loyada. La mort d'une fillette, le 7 février, à Paris, porte à deux le nombre des otages victimes de la fusillade du 4 février.

La décolonisation française s'achève dans l'essoufflement. A l'exception de la Guinée, punie, avec une certaine mesquinerie, de son refus de jouer le jeu, il y a dix-sept ans, l'immense domaine d'Afrique noire avait accédé sans trop de grincements à l'indépendance. Aujourd'hui, l'art de décoloniser les miettes semble au-dessus des aptitudes françaises. Les Comores et Djibouti, rattachés à l'ONU et dans les capitales tiers-monde, les diatribes qui s'élevaient depuis les grandes empoignées sur l'interception de l'aviation de Ben Bella et l'affaire de Bizerte. Elles s'accompagnent d'un certain étonnement que traduisait, le 4 février, le député algérien aux Nations unies, lorsqu'il s'en prenait au « gouvernement français qui était allé à la fois et se courroucer dans la voie de la décolonisation, engage une bataille de dernière minute sans grandeur ni générosité ».

Surtout tardif et vigoureux de « colonialisme » ? Le point d'appui de Djibouti, et la rade de Mayotte auraient-ils acquis soudain une importance vitale aux yeux d'une puissance qui n'a pas fait d'efforts excessifs pour conserver Diego-Suarez et a pu bagarrer à la première injonction au Tchad, où elle entretenait une garnison ? A propos des Comores, le représentant de la France aux Nations unies avait lui-même, dans un document à diffusion restreinte, que M. Foyer divulguait et dénonçait à la tribune de l'Assemblée nationale, fait valoir que les répressions internationales de l'affaire étaient démesurées par rapport au gain attendu, le jeu ne valant pas la chandelle.

Plutôt que de s'accrocher à tout prix aux derniers lambeaux

de son Empire, la France assure, si les populations le souhaitent, être prête à se retirer dans les meilleurs conditions. Mais c'est précisément la définition et la réalisation des conditions d'un départ honorable qui créent les incertitudes, les tergiversations et, tôt ou tard, les malentendus, affrontements et drames. A qui passer le pouvoir lorsque le principe du départ est posé ? Quand faut-il décider de s'en aller ? L'affaire de Djibouti a montré Paris empiétant dans des contradictions évidentes.

Par le référendum de 1967, les « populations consultées » — dans des conditions d'ailleurs contestables — avaient décidé de rester dans la République. Depuis, le vote d'indépendance a fait les progrès que l'on sait.

On admet enfin que les habitants du Territoire avaient, en une décennie, le droit de changer d'attitude et même de se dégoûter. Hélas ! M. Ali Aref n'est pas le dirigeant « crédible » qu'un nouvel Etat doit avoir s'il veut tenir tête aux convoitises de puissances voisines.

Abandonné par ses propres troupes, il est talonné par l'opposition légale, et menacé par l'attentat. Paris aurait sans doute préféré, comme le dit un ancien ministre en charge des territoires d'outre-mer, « un chef issu pour rassurer les Ajaras ». Faut-il, en ces circonstances, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat des départements et territoires d'outre-mer, déclare (1) prudemment : « Il arrive qu'un moment de l'indépendance, on puisse être amené à effectuer des changements d'hommes. Là n'est pas notre problème ».

(1) A Jeune Afrique, du 13 février.

Le ministre estime que, « sans la présence française, la guerre civile est quasi certaine ». Dans un tiers-monde chaotique sur les bords étrangers, comment cette sollicitude ne paraît-elle pas un peu suspecte ?

Un dangereux précédent

La malchance veut qu'au moment où elle est traversée par le gupier de Djibouti, la France se pavonne en guerre à faire admettre, hors de ses frontières, sa politique à Mayotte. Là encore, une action onéreuse et des initiatives contradictoires font douter des bonnes intentions proclamées. Paris a, en effet, joué de la division de l'archipel avant de la consacrer.

Alors qu'une amitié ancienne opposait Mayotte à Anjouan, la France a d'abord soutenu sans condition, en M. Abdallah, les ambitions anjouanaises. Il est vrai que le dirigeant comorien disposait d'un solide argument en marchant en adroit commerçant : « ses » voix à l'élection présidentielle. Il put donc, avec l'appui de la métropole, traîner l'île de Mayotte d'une façon dont l'intérêt personnel et mercantile n'était pas absent. Un peu plus tard, sous la pression du lobby maharais, on abandonna ce protégé discrédité pour reporter toute la faveur française sur l'île fidèle. Il ne restait plus à M. Abdallah, dans un pathétique et plébeinement retourné, qu'à déclarer l'indépendance de l'archipel avant d'être renversé par ses administrés. Mayotte a franchisé à l'humanité l'aura fait que réduire un peu la superficie d'un de ces « micro-Etats » dont M. Giscard d'Estaing, à propos du Sahara occidental, vient de se dire peu partisan et de donner à M. Stirn l'occasion d'esquisser un nouveau droit international à propos de l'indépendance des archipels.

Ces deux crises ne sont sans doute pas les dernières. L'affaire de Mayotte peut, néanmoins, que ces variations locales près, fournir le scénario de futurs désagréments. Avec les meilleures intentions du monde — en l'espèce ne pas chasser une île contre son gré de l'ensemble français — la logique du précédent conduit en effet à des difficultés qu'aggrave l'acte de la transformation de l'île en département lors de la seconde consultation prévue.

Pour se tirer d'embarras, Paris croit, en effet, avoir trouvé le remède : il suffit de secouer le mirroir de sécurité s'y change rien ; que la France soit précédée dans ce palmarès sans gloire par la Grande-Bretagne avec onze veto, les Etats-Unis avec douze et, surtout, l'U.R.S.S. avec cent dix ne modifie pas le sens politique de ce recours à l'arme ultime des causes compromises sinon perdure. Le veto marque une solitude, surtout lorsque, comme ce fut le cas, aucune puissance amie ne l'appuie : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Italie se sont abstenus, tandis que les pays comme la Suède, le Japon, la Roumanie votaient avec la majorité. Il exprime surtout un malaise.

L'ONU prête le flanc à la critique. Son impuissance et son incohérence ne sont plus à démontrer. L'Organisation internationale n'est pas l'arbitre universel, le grand juge international, que voulaient en faire ses fondateurs. Mais elle reste un miroir du monde, un miroir déformé sans doute, mais dans lequel, en usant de correctifs, on peut observer, suivre, prévoir, utiliser les grandes tendances internationales.

faire accepter plus facilement par la communauté internationale, lors de la prochaine conférence sur le droit de la mer, à Genève, l'extension prévue à 200 milles des eaux territoriales. Mais aussi que d'inconvénients dans ce « stalinisme » que dénonçait récemment M. Aimé Césaire à la tribune de l'Assemblée en le qualifiant de « fanatisme de la départementalisation » ? Déjà définie en 1967 par M. Billotte, alors ministre des DOM-TOM, la recette est simple : « L'assimilation étant la solution idéale aux problèmes posés par la décolonisation », la conclusion va de soi : « Il faut choisir d'être dans la République ou d'en sortir ». Déjà Saint-Pierre-et-Miquelon, et à l'autre bout du monde, Wallis-et-Futuna, se préparent aux délices et aux certitudes de la préfecture et du conseil général que connaissent les « vieilles possessions », Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion.

Assortie d'une discrète menace de retrait de l'assistance financière, la question serait bientôt posée en Polynésie, où la diminution des activités C.S.A. et la crise économique sont censées faire réfléchir les populations inquiètes. Le débat, qui, depuis la loi-cadre de 1956, se démultiplie autour de l'autonomie, doit être tranché par ce coup de maître. A moins que, là encore, on assiste à un démentement. Papete préférant conserver une personnalité politique déjà affirmée, tandis que les Marquises se rallieraient à la départementalisation.

La Nouvelle-Calédonie pourrait suivre vite dans la voie de l'indépendance les Nouvelles-Hébrides, qui sont sur le point de s'y engager, rejetant leur statut vestu de condominium. On aura ainsi fait tout le contraire de ce que suggérait, le 8 mai 1974, M. Mitterrand, candidat à la présidence de la République : « Qu'il y ait des statuts particuliers différents d'un territoire à l'autre, d'un département à l'autre, cela ne paraît pas aller sous le sens ». En visite à la Guadeloupe, en 1980, en un temps où l'Algérie était encore divisée en départements, le général de Gaulle haranguait les paysans de Petit-Bourg : « La France est une bonne maison », leur disait-il. Pourtant, certains souhaitent, on l'a vu à Djibouti et à Mayotte, en sortir quand d'autres veulent y demeurer. Le jurisme et le centralisme, vieilles passions parisiennes, ne résistent pas les ultimes problèmes de la décolonisation. En offrant le choix entre la porte ou un irrévocable bail, ils risquent de préparer dans chaque territoire de nouvelles crises, faute d'imagination.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

(Mardi 10 février.)

Le veto à l'ONU sur les Comores ou la France seule

User du veto à l'ONU est toujours un échec. Que le septième veto de la France, vendredi, pour sauver le référendum sur la sécession de Mayotte, soit le cent quarante-troisième prononcé au Conseil de sécurité s'y change rien ; que la France soit précédée dans ce palmarès sans gloire par la Grande-Bretagne avec onze veto, les Etats-Unis avec douze et, surtout, l'U.R.S.S. avec cent dix ne modifie pas le sens politique de ce recours à l'arme ultime des causes compromises sinon perdure. Le veto marque une solitude, surtout lorsque, comme ce fut le cas, aucune puissance amie ne l'appuie : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Italie se sont abstenus, tandis que les pays comme la Suède, le Japon, la Roumanie votaient avec la majorité. Il exprime surtout un malaise.

L'ONU prête le flanc à la critique. Son impuissance et son incohérence ne sont plus à démontrer. L'Organisation internationale n'est pas l'arbitre universel, le grand juge international, que voulaient en faire ses fondateurs. Mais elle reste un miroir du monde, un miroir déformé sans doute, mais dans lequel, en usant de correctifs, on peut observer, suivre, prévoir, utiliser les grandes tendances internationales.

Après avoir été jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie, en 1962, la cible favorite des attaques anti-françaises, la France avait trouvé aux Nations unies une place de choix qui reflétait sa position dans le monde. Généralement considérée comme le meilleur appui occidental des pays en développement — devenu majoritaire à l'ONU — elle s'est fait avec un certain succès le champion d'une nouvelle politique mondiale où l'Occident, à sa suite, a commencé à s'engager : la coopération Nord-Sud, l'entente pour le développement entre les riches et les pauvres de la planète.

Cette position et du même coup cette politique sont aujourd'hui menacées par trois conflits qui ont éclaté presque simultanément au Sahara occidental, à Djibouti et aux Comores. Ces conflits sont de nature et d'importance très différentes, et les responsabilités de la France y sont inégalement engagées. Mais ils mettent tous en cause ses relations avec le tiers-monde.

Ce qui frappe dans les trois cas et explique probablement tout le reste, c'est le manque de cohérence de la politique française. Parlant des Comores, le 24 octobre 1974, M. Giscard d'Estaing rejetait toute idée de démantèlement « de ce qui a toujours été l'unique archipel

D'amples cortèges et de nombreux arrêts de travail ont illustré le mécontentement du Midi viticole

La quasi-totalité des activités ont été interrompues jeudi 5 février dans le Midi viticole, à l'occasion des opérations « villes mortes », organisées par les comités d'action de vignerons, en liaison avec les syndicats ouvriers, les associations de commerçants et d'artisans et avec le soutien des partis de gauche et des mouvements occitans. En dépit de la pluie qui s'est abattue toute la journée sur la région, plusieurs milliers de manifestants se sont groupés à Montpellier, à Nîmes, à Perpignan, à Toulouse et à Carcassonne. Les consignes de calme ont été respectées à de rares exceptions près à Montpellier, à Perpignan et à Carcassonne, où des accrochages se sont produits entre des petits groupes et les forces de l'ordre.

AU LOUP !

Hier, la cathédrale de Montpellier, occupée, les routes des vacances coupées, des rails de chemin de fer arrachés, des perceptions brûlées. Aujourd'hui, des vignerons aux nerfs d'acier, qui se massent, en fin de matinée, dans les châteaux avant de converger vers les préfectures : dans tout le Midi, des « villes mortes ».

La guerre du vin n'en finit pas. Cette journée du 5 février n'est qu'un temps fort dans une lutte qui se termine lamentablement depuis. Depuis quand au fait ? A la veille de la révolution de 1789, les vignerons roussillonnais déjà contre l'effondrement des revenus viticoles. Il y eut ensuite des millénaires célèbres. 1907 : cinq cent mille manifestants à Bédarrats, des morts, des régiments en révolte, la cathédrale de Montpellier déjà occupée : 1932 et 1939. Comme le berger de la fable, ils n'ont pas été entendus quand le loup est arrivé.

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Après le tourbillon des barrages routiers, des rassemblements de masses des délégations à Paris et des conseils des ministres brelois qui se terminent inégalement par une distillation générale, la même question se pose à l'automne : comment assurer les revenus des viticulteurs, alors que les vendanges dépassent les besoins de la consommation ?

A question irritante, réponse obstinée : distillation et incantations. On promet-tait d'attaquer le problème à fond : rénovation du vignoble, organisation des producteurs, assainissement du négoce, production de vins de qualité, modifications des règles européennes...

Sans plus de succès d'ailleurs que les fois précédentes ! Parce qu'à l'encontre de toute logique les règlements européens en vigueur et les structures commerciales de l'économie viticole continuent d'encourager la surproduction de vin et la diminution de sa qualité. Cette course au rendement est aggravée par le laxisme de la majorité des caves coopératives du Midi, lesquelles n'ont jamais réussi à convaincre leurs sociétaires de produire de bons raisins ni à former un pôle d'organisation des marchés. Le négoce joue ses intérêts financiers sans se préoccuper de l'avenir de la production méridionale.

La crise de ces deux dernières années ne se distingue des précédentes que par son ampleur. A tout il faut appliquer désormais le superlatif. Jamais les récoltes n'ont été plus fortes qu'en 1972 et 1974, respectivement, 82,4 et 75,4 millions d'hectolitres.

La distillation a atteint des niveaux incroyables. Jusqu'à 20 millions d'hectolitres ont été « brûlés ». Il en a coûté aux finances des Neuf environ 1,5 milliard de francs. Jamais les gouvernements de la C.E.E. ne s'étaient affrontés de la sorte pour un produit : se plaçant délibérément hors la loi communautaire, Paris a taxé les importations de vins italiens. Rome a bloqué en représailles la renégociation des règlements communautaires. J'aurais non plus le mécontentement n'a été aussi massif dans le Midi : les manifestations n'ont pratiquement cessé que le temps des vendanges, depuis le début de 1974.

Les pouvoirs publics, l'opinion, n'ont pas pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La distillation des mois précédents n'avait servi qu'à « éponger » les importations ! Les vignerons se retrouvaient sensiblement dans la même situation qu'à l'automne 1973. Cycle infernal !

Tout aurait pu s'arranger à l'automne. La distillation, la taxe sur les vins italiens, la baisse de 30 % des récoltes, la distillation des stocks concouraient pour équilibrer le marché du vin et calmer les esprits. Mais les vins italiens ont continué d'arriver par pleins « phénix », à Sète, à Narbonne, à Montpellier, à Perpignan. Ces vins restaient moins chers que le gros rouge français en dépit de la taxe, car la lire s'était dépréciée de bien davantage par rapport au franc. La

هكذا من الالهل

FRANCE

Le P.C.F. a confirmé son évolution « à l'italienne »

Un congrès historique, a dit M. Georges Marchais, en clôturant les vingt-deuxièmes assises du P.C.F. qui ont siégé à Saint-Ouen du 4 au 8 février. Historique ? Le terme était à l'usage des militants, dont les congrès sont la fête, qui viennent pour s'admirer et s'applaudir, pour s'enorgueillir de la force et de la puissance de leur parti. C'est le lieu privilégié où, à intervalles réguliers, vient se réaffirmer cet « esprit de parti » que M. Jean Kanapa a exalté à la tribune et qui lui a permis de clore le débat engagé autour des questions de morale. En cela, un congrès communiste relève toujours de cette « grand-messe » si souvent décrite. Il s'apparente effectivement à une célébration.

Sans doute nécessaire à la cohésion du parti, il n'est pas dépourvu de richesses humaines, et les deux mille cinq cents personnes rassemblées samedi au Palais des sports de Saint-Ouen ont — congressistes, invités et journalistes mêlés — vécu un instant intense lorsque des immigrés sont venus saluer les délégués et que leur porte-parole s'est évanoui à la tribune, terrassé par l'émotion.

Mais un congrès communiste, ce n'est plus seulement cette célébration, si ce n'est pas encore un lieu d'élaboration politique. Dans le comportement même des délégués, le changement est visible. Ils sont plus détendus,

c'est-à-dire moins studieux, ils sont plus exigeants sur la qualité des débats, ils laissent parfois percer leur lassitude devant certains exposés trop classiquement descriptifs de l'activité communiste dans tel département ou telle entreprise. Ils côtoient volontiers à la buvette les journalistes, les invitent même à leur table lors des repas. Ils parlent de la politique de leur parti, y compris parfois pour relayer ce qui, à leurs yeux, constitue des insuffisances. Bref, l'évolution engagée depuis 1964 se poursuit et ne cesse de s'amplifier. Le XXII^e congrès est bien plus une étape qu'un événement historique.

Le P.C.F. confirme son évolution « à l'italienne ». Plus nettement que jamais, il se fait un adepte du polycentrisme et commence à parler haut à son homologue soviétique. Plus nettement que jamais, il présente le passage au socialisme comme un processus continu de démocratisation et non comme une rupture de caractère révolutionnaire. Une autre option est-elle possible ? C'est peu probable. Il n'en reste pas moins que M. Georges Marchais a voulu cette stratégie et qu'il a tout fait pour la faire triompher. Pourtant, il y a un peu plus d'un an, en octobre 1974, lors du XXI^e congrès, on avait pu se demander si les communistes français n'allaient pas quitter la voie que leur proposait obstinément leur secrétaire général. Celui-ci,

du même coup, avait paru chanceler, les tensions nées au sein du bureau politique compromettant son autorité.

Il ne resta, à l'évidence, plus rien de cette période. Non seulement la « voie démocratique » chère à M. Marchais triompha, mais, qui plus est, l'emprise du secrétaire général sur le parti sortit renforcée du renouvellement. Par le XXII^e congrès, des instances dirigeantes. La promotion la plus spectaculaire est en effet, sans conteste, celle de M. Charles Fiterman. Elu membre suppléant du comité central en 1972, lors du XXI^e congrès, il réalisa la promesse d'être cette année, d'un seul coup, promu titulaire au comité central, membre du bureau politique, membre du secrétariat. Or M. Fiterman est l'un des plus proches collaborateurs de M. Marchais, dont il fut le secrétaire particulier plusieurs années durant. L'autre nouveau membre du secrétariat, M. Jean Colpin, chargé jusqu'à présent de l'action du parti dans les entreprises, est, lui aussi, un adepte de la « voie démocratique ».

En dépit des promotions de MM. Gremetz et Lajoinie, deux aussi membres du comité central depuis 1972 seulement, le renouvellement des dirigeants est moins important que prévu. MM. Fajon et Vieugnot quittent le secrétariat et M. Frischmann abandonne le bureau politique. En revanche, M. Fajon en reste mem-

bre et M. Billoux siège toujours au comité central. Rompant avec un pan de doctrine du fait de l'abandon de la « dictature du prolétariat », les responsables du P.C.F. n'ont pas voulu multiplier les risques en paraissant mettre en même temps à la retraite les cadres les plus anciens. D'autant que, politiquement, cette rupture n'était pas nécessaire. Les vétérans acceptent l'« aggrégation », même si les justifications qu'ils avancent présentent parfois quelques nuances par rapport à celles que proposent les dirigeants d'aujourd'hui.

M. Georges Marchais est, donc, au terme du XXII^e congrès, le maître à nouveau incontesté. Il a fait ratifier la politique qu'il voulait. Déjà épaulé, depuis mai 1975, par l'entrée de M. Jean Kanapa au bureau politique, il est désormais entouré de l'équipe de ses vœux. Il sait donc qu'au soir des prochaines élections législatives son destin personnel sera, lui aussi, en jeu. Ou bien le parti communiste accèdera au pouvoir ou, au minimum, renforcera son influence au sein d'une gauche au sein de la majorité absolue, ou bien le parti socialiste affirmera ses progrès au détriment des communistes. Dans ce dernier cas, ceux qui viennent de triompher à Saint-Ouen se verront, sans doute, demander des explications.

(Mardi 10 février.)

SUR L'ENTERREMENT D'UN DOGME

par ANDRÉ FONTAINE

au communisme, système dans lequel, comme chacun sait, tout va « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ». Petit à petit, Staline, aidant, la dictature du prolétariat s'est transformée en dictature sur le prolétariat, d'une bureaucratie dont le Yngolfeur Djalma n'est ni le premier ni le dernier à avoir constaté qu'elle présentait beaucoup des caractéristiques d'une « nouvelle classe ».

Malgré les transformations récentes de la société soviétique, il serait aventureux de dire que le pouvoir, dictatorial ou pas, y est directement aujourd'hui exercé par le prolétariat. Disons qu'il est exercé en son nom, le prolétariat lui-même bénéficiant d'une considération sans rapport avec ce qui se passe dans les pays non socialistes. Il s'agit d'une notion intermédiaire entre la démocratie occidentale et le socialisme soviétique de Boulangin par Khrouchtchev, ni sur celui de Khrouchtchev par M. Brejnev. Et que l'autogestion ouvrière, si elle est en honneur en Yougoslavie, demeure dans les pays du pacte de Varsovie une hérésie à combattre par tous les moyens.

L'autrichien Kautsky, « le renégat Kautsky », comme l'appellait Lénine, fut le premier à critiquer de manière cohérente l'application

Au congrès de Tours, qui marqua en 1920 la rupture entre socialistes sur l'adhésion à la III^e Internationale, Léon Blum lui-même se déclara partisan de la dictature du prolétariat, n'ayant peur, dit-il, « ni du mot ni de la chose ». En revanche, le communiste italien Gramsci proposa bientôt de substituer au terme de dictature celui d'hégémonie, voulant montrer par là que la coercition n'est pas le seul instrument de la domination, et que celle-ci doit beaucoup à la prépondérance idéologique. D'où l'accent mis sur la nécessité de l'alliance du prolétariat et des intellectuels.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, Gottwald, président communiste du gouvernement de la Tchécoslovaquie bourgeoise, proposa de substituer à la dictature du prolétariat la « démocratie populaire ». A l'époque, il s'agit d'une notion intermédiaire entre la démocratie occidentale et le socialisme soviétique. La guerre froide mettra fin à l'expérience, mais le mot de démocratie populaire survivra, dans une acception évidemment différente de celle qu'il avait à l'origine.

Mais c'est Khrouchtchev qui, le premier, à Moscou, s'attaqua au dogme. Au vingt-deuxième congrès du P.C.U.S., en octobre 1961, il n'annonça pas seulement que le niveau de vie de l'U.R.S.S. allait bientôt dépasser celui de l'Occident. Il affirma, en s'inspirant de « calculs rigoureusement scientifiques » : « Or les calculs montrent que nous construirons la société communiste pour l'essentiel en vingt ans. C'est-à-dire dans cinq ans d'aujourd'hui : on est loin de compte. A l'appui de sa certitude, « M. K. » constatait que le parti, « d'abord parti de la classe ouvrière, était devenu le parti du peuple tout entier. De même, l'Etat soviétique était devenu « l'Etat du peuple entier. D'où il concluait à la nécessité de supprimer la dictature du prolétariat : « Il est naturel, disait-il, que du jour où le socialisme a triomphé dans notre pays entièrement et définitivement, et où nous sommes entrés dans la période de construction du grand communisme, les conditions qui avaient rendu nécessaire la dictature du prolétariat ont disparu. »

Cette annonce ne devait pas peu contribuer à provoquer la fureur des Chinois contre le « révisionnisme » soviétique. Dans sa lettre en vingt-cinq points du 14 juin 1963, le comité central du P.C.C. écrivait : « Puisqu'on y voit subsister (dans la société socialiste) des éléments des anciennes classes exploiteuses qui tentent de restaurer leur domination, que de nouveaux éléments bourgeois y apparaissent encore continuellement et qu'il y a encore des parasites, des spéculateurs, des faussaires, des voyous, des gens qui s'approprient des biens d'Etat, etc., comment peut-on dire alors qu'il n'y a plus de classes, plus de lutte de classes ? Comment peut-on dire alors que la dictature du prolétariat n'a plus sa raison d'être ? »

(...) Le marxisme-léninisme nous apprend que, outre la répression des classes adverses, la dictature du prolétariat doit encore avoir pour mission historique, au cours de l'édification socialiste, d'apporter une juste solution à la question des rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie... »

Khrouchtchev ne contestait pas que la dictature du prolétariat ait été abolie de la bureaucratie, écrivait-il en 1918, dans « La dictature du prolétariat », s'installa dans l'été 1917. Le premier congrès de l'Internationale communiste lui répond, en mars 1919 : « Le point fondamental qui sépare la dictature du prolétariat de celle des autres classes (...) consiste en ce que la dictature des éléments féodaux et de la bourgeoisie était l'écrasement violent de la résistance de l'énorme majorité de la population, de la classe laborieuse tandis que la dictature du prolétariat est l'écrasement, par la force, de la résistance des exploitateurs, c'est-à-dire d'une infime minorité de la population : les propriétaires fonciers et les capitalistes. »

que la dictature du prolétariat fut indispensable à la construction du socialisme. Il professait seulement que celle-ci, en U.R.S.S., était suffisamment avancée pour que la dictature ne fût plus nécessaire. En quoi il se situait tout à fait dans la ligne théorique de Marx et de Lénine. C'est bien ainsi que l'expliquait, en novembre 1961, Maurice Thorez : « La dictature du prolétariat ayant fait son temps, l'Etat soviétique est devenu l'Etat du peuple tout entier. Il a cessé d'être l'instrument de la domination d'une classe sur d'autres. C'est là une thèse d'une extrême importance qui souligne, contre nos contradicteurs et surtout contre les dirigeants socialistes et les révolutionnaires, à la fois la nécessité et le caractère temporaire, provisoire, de la dictature du prolétariat. »

Le même Thorez, parlant un an auparavant à Moscou devant la conférence mondiale communiste, qui, pour la première et la dernière fois, réunissait les représentants de quatre-vingt-un partis, avait déclaré, en réponse aux critiques des Chinois contre la théorie, déjà chère à certains P. C. d'Europe capitaliste, du passage pacifique au socialisme :

« Nous avons toujours pensé et dit que si la révolution peut emprunter des voies pacifiques, la révolution elle-même est indispensable. On ne saurait aller au socialisme sans la dictature du prolétariat. »

M. Marchais lui-même, au dix-septième congrès de son parti, en présence de M. Soulov, en mai 1964, disait encore : « Remettre en cause le concept de dictature du prolétariat (...) ce serait glisser sur le terrain de la démocratie bourgeoise. Mais, même en la classe de l'Etat chargé de construire le socialisme disparaîtrait. » M. Cunhal, en octobre 1974, a défendu l'abandon de l'expression « dictature du prolétariat », alors qu'il s'agit, selon lui, d'un régime plus démocratique que la plus démocratique des « démocraties bourgeoises », par le fait que « son emploi ne contraindrait pas à la compréhension de la politique du parti ». Mais ce n'est pas du tout ainsi que s'expriment les dirigeants communistes français. Pour eux, c'est la situation de la France d'aujourd'hui qui rend inutile non seulement l'expression mais l'idée de la dictature du prolétariat, également rejetée par les communistes japonais.

Des générations de communistes ont appris, en lisant Lénine (les « Tâches immédiates de la révolution d'octobre »), que « la petite bourgeoisie engendre le capitalisme et la bourgeoisie, constamment, chaque jour, à chaque heure et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable, et il est impossible de vaincre la bourgeoisie sans guerre prolongée, opiniâtre, acharnée... »

« Que resterait-il des principes universels du marxisme-léninisme, demandait Maurice Thorez, au cours de la réunion des « 81 », après son enchevêtrement par les uns, sa francisation par les autres, ou sa russification, pour reprendre les termes des socialistes-démocrates contre Lénine ? »

On ne saura pas comment les « partis frères » répondraient aujourd'hui à cette question, puisque, par une décision à laquelle il n'existe pas de précédent récent, aucun de leurs délégués n'a été invité à se faire entendre à la tribune du vingt-deuxième congrès du P.C.F.

(Mercredi 4 février.)

Le bureau politique

Dix-huit membres ont été réélus :

M. Gustave Ansart, Mme Michelle Bertrand, MM. Guy Besse, Jacques Chambaz, Jean Colpin, Etienne Fajon, Guy Hermier, Jean Kanapa, Henri Krasucki, Paul Laurent, Roland Leroy, Georges Marchais, René Piquet, Gaston Plissonnier, Claude Popereux, Georges Ségué, André Vieugnot et Mme Madeleine Vincent.

(M. Georges Frischmann, qui quitte le bureau politique, avait été élu pour la première fois à cette instance du P.C.F. en 1954. Il est secrétaire général de la Fédération G.C.Z. des P.T.T.)

Trois nouveaux membres :

M. Charles FITERMAN

(Agé de quarante-deux ans, ancien ouvrier électricien, il a adhéré au P.C.F. en 1951. Responsable des Jeunes communistes dans la Loire, il devient membre du secrétariat fédéral du P.C.F. dans ce département avant d'être nommé dans l'encadrement de l'école centrale du parti. Depuis 1966, M. Fiterman est un collaborateur du comité central. Il a notamment assuré le secrétariat personnel de M. Georges Marchais, il avait été élu pour la première fois au comité central lors du vingtième congrès, en décembre 1972.)

M. Maxime GREMETZ

(Né le 3 septembre 1940, à Canchy (Somme), il a adhéré au P.C.F. en 1958. Ouvrier spécialisé dans la métallurgie, il est devenu permanent du parti et assume la charge de secrétaire fédéral du P.C.F. dans ce département depuis 1967. Il est conseiller général d'Amiens depuis 1970, et membre du comité central depuis 1972.)

M. André LAJOINIE

(Agriculteur, âgé de quarante-trois ans, il a adhéré au P.C.F. en 1948. Après avoir été membre du secrétariat fédéral de la Corrèze, il est, depuis 1963, l'un des permanents, responsable de la section agricole du comité central. Il a été élu à cette instance pour la première fois en 1972.)

Le secrétariat

Secrétaire général : M. Georges MARCHAIS.

Membres du secrétariat :

4 ont été réélus : MM. Paul Laurent, Roland Leroy, René Piquet et Gaston Plissonnier.

3 sont élus : MM. Jean Colpin et Charles FITERMAN.

2 se retirent : MM. Etienne Fajon et André Vieugnot.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

NUMÉRO DE FÉVRIER

LE MYTHE DU DÉCLIN AMÉRICAIN

(James F. Petras)

VOYAGES AU PAYS DE LA CULTURE SAUVAGE

(Daniel Leconte)

GRÈCE : LA DÉMOCRATIE RESSUSCITÉE

(Reportage de Charles Zerbib)

L'OFFENSIVE SUD-AFRICAINE

(Robert A. Manning)

LE NUMÉRO : 5 FRANCS
5, rue des Italiens
75007 PARIS CEDEX 09

Publication mensuelle du Monde.

(En vente partout)

(1) Supplément à la publication socialiste L'OURS, n° 98, janvier 1976.

du 5 au 11 février 1976

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

Page 7

La Suède au masculin-féminin

I. — LES PETITS PAS DES HOMMES

De notre envoyé spécial BRUNO FRAPPAT

Stockholm. — Blonde ou brune, la Suédoise se dégage peu à peu des clichés galants qui ont cours à son propos dans l'Europe du Sud. Les mâles courageux venus de France ou d'Italie en quête d'aventures sans grande récompense, quelques anciens se souvenant avec nostalgie d'un temps où la Suède se résumait pour eux à quelques paroles faciles aux yeux couleur de ciel, à la peau satinée et accueillante. Maurice, par exemple, cuisinier français installé dans le centre d'Uppsala, où il régale depuis onze ans des Suédoises avides de steaks pommes frites, pense que les Suédoises ne sont pas celles que l'on croyait. Ce quadragénaire trapu, volubile, natif de Loudun, où il s'ennuyait femme, a le visage d'Eddie Constantine et ses manières.

« Scoutons ce « mâle chauviniste » venu d'ailleurs jeter des regards curieux sur la femme-objet de ses fantasmes : « Aujourd'hui, il y a plus de concurrence que lorsque j'ai débarqué ici. Elles font les difficiles, mais on en trouve. Mais il ne faut pas exagérer : c'est sur fait ces histoires de Suédoises. Je n'ai jamais trouvé une fille qui se couchait quand je lui disais de s'asseoir. » M. Maurice, peut-être, d'accorder la moitié du congrément qu'il pense être. « C'est quand même du jol matériel, il n'y a rien à dire contre elles. Ah! ces cheveux blonds! Ah! ces visages comme de la porcelaine! »

Le « jol matériel », comme dit l'honorable correspondant à Uppsala de la gastronomie française, a aussi une âme et l'usage de la parole. On en est avisé depuis peu. Depuis dix ans, le champ social a été envahi par les femmes sorties des biberons et des ménages toujours recommandés. Le marché de l'emploi a subi leur poussée. Les partis politiques font mine de leur laisser quelques places et écoutent leurs revendications.

Développement rapide de la contraception, promotion sociale de quelques-unes, mise en place d'organismes gouvernementaux chargés de leurs problèmes, libération des mœurs, émergence d'un féminisme non agressif, large et permanent débat public : la Suède n'avait pas attendu l'Année de la femme pour s'intéresser à elle. Dans cette société citée en exemple aux autres, on a pu s'étonner de la permanence de

l'inégalité entre les hommes et les femmes. C'est peut-être que les meilleures lois sociales ne peuvent rien contre la force des habitudes et de l'inconscient collectif. On ne décrète pas le socialisme à la maison et aucun Parlement ne règle les affaires des ménages.

C'est à une vaste entreprise de redéfinition des rôles masculin et féminin, dans la société comme dans le couple, qu'est aujourd'hui attelée la Suède. L'intérêt des expériences — encore limitées — qu'on peut y observer vient de ce qu'on ne s'est pas limité au champ social. La famille, à son tour, s'est mise à changer. A la suédoise, c'est-à-dire sans déchirements.

« Une vague se lève »

Mme Olsson ne parle pas en l'air : sa fonction l'amène quotidiennement à rencontrer, à travers tout le pays, des groupes d'hommes et de femmes dont elle anime les discussions. « Une vague se lève », dit-elle, de jeunes gens qui veulent s'occuper de leurs enfants, de jeunes filles qui veulent d'abord travailler. La pression de ces jeunes est déjà considérable et ne fera qu'augmenter. Ici comme ailleurs, c'est par une remise en cause du rôle féminin qu'on a commencé : « Aujourd'hui, on n'accepte plus le rôle uniquement féminin défini par la biologie. Deux raisons essentielles expliquent cette évolution : d'une part le contrôle, par les femmes, des méthodes de contraception, d'autre part le fait que la société a besoin des femmes dans la production. »

Cette prise de conscience, assez générale dans les pays industrialisés, a débouché depuis peu — et cela est plus original — sur une remise en cause du rôle traditionnel des hommes. « L'homme », dit encore Mme Olsson, qui n'était défini que par ses occupations sociales depuis réformer ses émotions, la compréhension des autres. Pour être sûr de sa réussite. Un peu partout en Suède, des indices encore marginaux mais prometteurs, d'un changement se profilent. Un « contre-modèle » se dessine.

Bengt a trente-cinq ans. Haut fonctionnaire au ministère des affaires sociales, à Stockholm, bec d'oiseau, lunettes, visage pâle et sérieux, il a connu il y a quelques mois son chemin de Damas. Heureux dans son métier comme dans sa famille, cet homme vivait en homme, sa femme vivait en femme. Il n'en est aujourd'hui qu'à début d'une remise en cause douloureuse dont il parle avec difficulté et une très grande pudeur. « Je me suis rendu compte que j'étais égoïste à mon vieux rôle d'homme. Lorsque je rentrais à la maison, le soir, les bras chargés de dossiers, j'embranchais mes deux enfants, puis je m'enfermais dans mon bureau pour travailler encore. Mon identité se résumait à mon travail. J'ai d'abord compris que ma femme, qui travaillait à mi-temps, avait aussi le droit de se développer. »

La prise de conscience de Bengt est trop récente pour avoir eu des conséquences spectaculaires. Mais l'image stéréotypée de l'homme lui colle déjà à la peau : « La frontière entre les deux rôles est difficile à franchir. » Au bureau on n'a pas encore peigné les changements, sauf peut-être, que Bengt a une plus grande capacité que jadis de relativiser les petits drames professionnels, les conflits artificiels du milieu de travail. A la maison, en revanche, les changements sont déjà sensibles. Il rentre plus tôt le soir, il n'apporte plus de dossiers à la maison, il joue tous les soirs avec ses enfants, il a pris sa part des travaux du ménage. « Ma famille a bien réagi. On me sent désormais comme une personne vivante. Je ne réprime plus mes réactions. Le dialogue est possible. Avant je disais que je voulais bien aider ma femme. Aujourd'hui j'ai donné ce mot de mon vocabulaire. Je ne veux plus aider mais partager les responsabilités. »

Aider ou partager

Bengt ne se considère pas comme un pionnier et n'exagère pas son mérite. « J'ai donné une nouvelle dimension à ma vie. Je me sens plus heureux avec ma famille depuis que je lui donne plus de temps. Maintenant je considère qu'il est plus important de se lever la nuit pour consoler des enfants qui pleurent que de rédiger des rapports. » Cet homme scrupuleux est-il exceptionnel ? Il ne le pense pas, mais il souffre un peu de ne pouvoir échanger ses scrupules avec d'autres hommes : « Il est encore difficile de leur parler de tout cela. » Il existe pourtant en Suède, depuis quelques mois, plusieurs groupes d'hommes qui se réunissent entre eux pour réfléchir à leur condition masculine, pour dénouer le vieil homme, stimulés en cela par les recherches et les revendications des groupes de femmes qui les ont précédés sur la voie d'une redéfinition des rôles. Mais la quête d'une nouvelle identité est

de deviner, mais qui ne sera pas négligeable. « On n'en est qu'au début », dit-on à la crèche de Kronobergsparcken, mais il n'y aura pas de retour en arrière. On ne cédera pas, en tout cas, à l'intimidation de ceux qui disent on écrit que, dans les crèches, c'est communistes et volontaristes.

Une politique volontariste

La Délégation pour l'égalité, d'autre part, est à l'origine d'une tentative d'introduction de la mixité dans les entreprises « monosexuelles » pour leur recrutement. Les employeurs d'entreprises traditionnellement masculines touchent une prime lorsqu'ils emploient des femmes pour des fonctions « masculines ». Au cours de l'exercice 1974-1975, le gouvernement a alloué versé la somme de 2,9 millions de K.R., somme correspondant à l'emploi de cinq cent soixante-trois personnes. L'inverse malheureusement, fut plus rare : on a signalé un seul homme qui ait été ainsi « subventionné » pour avoir occupé un emploi de secrétaire.

Dans le sud de la Suède, dans le comté de Kristianstad, le gouvernement a entrepris une campagne couronnée de succès, pour convaincre des femmes de travailler dans l'industrie lourde. D'autre part, le gouvernement octroie des subventions de décentralisation aux entreprises qui n'emploient pas plus de 60 % de personnes du même sexe.

En tout, pour 1974, on a calculé que douze mille Suédoises étaient employées dans des métiers traditionnellement masculins : dix mille étaient entrées sur le marché du travail après 1969, ce qui montre le caractère récent de cette évolution. Il s'agit encore, on le voit, d'une goutte d'eau dans la mer. La mixité totale des professions n'est pas pour demain, car l'orientation scolaire, en 1975, maintenait fermement la division traditionnelle

LES LIMITES DU NON-MARIAGE

La famille reste, en Suède, la cellule de base de la société. L'évolution des mœurs n'a pas ramené en cause son existence, et le développement des communautés, ici comme ailleurs, est resté marginal et limité. « Les communautés, surtout les chercheurs de l'Institut de sociologie de l'université d'Uppsala, sont des associations de familles nucléaires vivant sous le même toit. »

La famille a résisté aux siècles passés, elle résistera bien au nôtre, qui voit l'effritement de toutes les autres institutions. Les recherches des sociologues d'Uppsala confirment cette impression. Depuis 1974, ils ont lancé dans cette région une enquête très précise sur le mariage et le non-mariage. Il s'avère que la contestation du mariage — phénomène universel dans les pays développés — est limitée à la contestation de la procédure, mais que le résultat du non-mariage est le même que celui du mariage : la création d'un couple et d'une famille.

Cent couples mariés et cent couples non mariés ont été interrogés. Une première observation a frappé les enquêteurs : tous les couples mariés, sans exception, avaient cohabité avant leur mariage. La plupart encore peu avouable : « Je suis seul avec mon processus », dit Bengt, fumerait en parler. Cela m'arrivera de le faire avec des hommes et, toujours, j'ai cette réponse : « Oui, je ressens la même chose que toi. Il faut faire à quelques choses. »

Les vieux rôles se lésardent dans les couples de manière insensible. Aucune préférence ne peut en rendre compte, aucune loi ne peut accélérer ce processus. Ce qui, en revanche, dépend de la collectivité et de l'organisation sociale, c'est la redéfinition des rôles dans le domaine du travail. A cet égard la Suède est en avance sur tous les autres pays. Il semble même qu'elle soit en avance sur les mentalités des Suédois eux-mêmes. Il est vrai que dans ce pays la pression sociale n'est jamais intolérable, car le gouvernement a eu, en général, l'habileté de la précéder.

(Samedi 31 janvier.)

se sont finalement mariés pour des raisons pratiques plus que pour des raisons de principe, même si 69 % l'ont fait religieusement.

La cohabitation avant le mariage a connu en Suède une progression toudroyante. En 1969, 6,5 % des couples n'étaient pas mariés. En 1972, ils étaient 12 % et 18 % en 1974. Parallèlement le nombre des mariages a évidemment décliné passant de 61 000 en 1968 à 37 500 en 1973. La législation a dû s'adapter et, dès 1976, les différences juridiques — du point de vue de la fiscalité ou de la responsabilité parentale — entre couples mariés et non mariés vont être supprimées. Limitée, au début, aux milieux étudiants et intellectuels, la cohabitation pré-maritale s'est répandue comme une traînée de poudre dans toutes les couches de la société.

La situation est telle, commente un sociologue d'Uppsala qui a cohabité « depuis six ans avec son fiancé », qu'aujourd'hui « on ne demande plus aux gens pourquoi ils ne se marient pas, mais pourquoi ils se marient ». Mes parents, ajoute-t-il, étaient d'abord choqués. Aujourd'hui, ils seraient les premiers surpris si leur annonce leur mariage. »

« Pour rien au monde »

Parallèlement à ce flou institutionnel qui rend indistincte la frontière entre concubinage et mariage, le nombre de divorces s'est accru de manière spectaculaire : 54,8 pour 10 000 mariages en 1966, 85 en 1973, 130 en 1974. Les éléments composant un couple changent donc plus aisément, mais cela ne signifie en rien que le couple — comme modèle — disparaisse, au contraire. Changer de partenaire, n'est-ce pas tenter d'améliorer le couple ?

Avec le pré-mariage, la famille s'expérimente mieux. La valeur de l'engagement à long terme n'en est que plus grande. Depuis qu'a été lancée l'enquête d'Uppsala, dix couples non mariés se sont mariés...

(Samedi 31 janvier.)

II. — « DES FEMMES PARTOUT ! »

Des hommes dans des crèches ? Pourquoi pas des femmes maitres nageurs ou pilotes de Boeing ? Rien n'interdit, en Suède, à un homme de vouloir son activité professionnelle au tout-petit, et l'on a compté, l'an dernier, cent quarante et un hommes dans le syndicat des institutrices d'écoles maternelles, qui compte quinze mille membres. L'expérience, lancée il y a peu à été couronnée de succès : aux richesses des hommes, à la médiane des femmes a succédé un réel enthousiasme. Les institutrices de jardins d'enfants sont, ici, en passe de devenir des héros de la lutte pour la redéfinition des rôles masculin et féminin. Rien ne devrait arrêter ce mouvement : 10 % des jardinières d'enfants en formation l'an dernier étaient des hommes. « Seuls les vieux y trouvent à redire, constate une institutrice, mais ce n'est pas grave : ils n'ont pas d'enfants en âge d'aller à la crèche ! »

Carl est l'un de ces hommes. La trentaine, le cheveu en bataille, barbu, blue-jean et polo

blanc, il vient d'abandonner un métier très masculin : mécanicien automobile. Depuis quelques mois, il officie — avec quatre autres hommes, dont un ancien marin et quatre femmes — dans la crèche pilote de Kronobergsparcken, un quartier de l'est de Stockholm.

« Plus jeune, dit Carl, je ne m'occupais pas des enfants. Puis j'ai eu des problèmes avec mon rôle d'homme. Je me suis rendu compte que tous les problèmes qu'on peut avoir, adulte, viennent de l'enfance. Quand j'étais chef d'atelier, mes parents étaient très fiers de moi. Aujourd'hui, ils considèrent que je fais un métier féminin. D'ailleurs je gagne — pour l'instant — moins bien ma vie. » La présence des hommes dans les crèches a été systématiquement encouragée par les pouvoirs publics, qui se félicitent aussi de constater que 3 % des institutrices en activité sont des hommes et que 10 % des élèves en formation dans les écoles d'institutrices sont des garçons.

Des jeunes gens « bizarres »

Passé la première surprise, la présence des hommes a été plus qu'admise, elle a suscité l'adhésion passionnée des parents d'enfants inscrits à la crèche de Kronobergsparcken. Dans cette institution bien équipée, dotée d'un parc de jeux bien installé, les parents sont étroitement associés à la vie de la collectivité. Ils peuvent venir — et ils viennent — à tour de rôle prêter main-forte aux éducateurs. Dans ce milieu de vie ouvert aux enfants de six mois à sept ans, de 8 h. 30 à 18 h. 30, pourquoi faudrait-il ne présenter aux bambins que des modèles féminins ? En vertu de quels principes mal justifiés ?

Pour les mères célibataires — leurs enfants sont prioritaires dans les crèches suédoises, où le nombre de places est très insuffisant (1), — l'avantage de la présence des hommes est évident. « Pour moi, dit l'une d'elles, cette présence est indispensable. Pourquoi nos enfants ne vivraient-ils

qu'avec des femmes ? Ils ont besoin d'hommes, je le reconnais, mais comme je ne veux me marier à aucun prix... »

Les préjugés ont pourtant la vie dure. Bien des parents suédois trouvent « bizarres » que des jeunes hommes choisissent de travailler, qui, à leur tour, n'est pas prestigieuse. « Certains », précise une collègue de Carl, se demandent et ce ne sont pas des garçons un peu spéciaux, des homosexuels, et si tout tourne rond chez eux. » Mais le résultat est là : jamais, depuis que des hommes y travaillent, la crèche de Kronobergsparcken n'avait enregistré autant de demandes d'inscription pour de jeunes enfants.

Alors des bambins qui ne voient jamais leur père toucher à la valisette constatent-ils, à la

(1) Le nombre de places dans les crèches est actuellement de soixante mille alors que trois cent vingt-cinq mille jeunes enfants seraient en âge d'y être accueillis. Le gouvernement espère ouvrir, en cinq ans, cent mille places supplémentaires.

crèche, que des hommes ne refusent pas de se salir ainsi les mains.

Si le sexisme peut être réduit, c'est dans la prime enfance qu'il faut commencer à lutter contre lui, et le développement de la mixité du personnel des crèches peut avoir, à terme, un retentissement qu'il est encore malaisé

de deviner, mais qui ne sera pas négligeable. « On n'en est qu'au début », dit-on à la crèche de Kronobergsparcken, mais il n'y aura pas de retour en arrière. On ne cédera pas, en tout cas, à l'intimidation de ceux qui disent on écrit que, dans les crèches, c'est communistes et volontaristes.

Une politique volontariste

La Délégation pour l'égalité, d'autre part, est à l'origine d'une tentative d'introduction de la mixité dans les entreprises « monosexuelles » pour leur recrutement. Les employeurs d'entreprises traditionnellement masculines touchent une prime lorsqu'ils emploient des femmes pour des fonctions « masculines ». Au cours de l'exercice 1974-1975, le gouvernement a alloué versé la somme de 2,9 millions de K.R., somme correspondant à l'emploi de cinq cent soixante-trois personnes. L'inverse malheureusement, fut plus rare : on a signalé un seul homme qui ait été ainsi « subventionné » pour avoir occupé un emploi de secrétaire.

Dans le sud de la Suède, dans le comté de Kristianstad, le gouvernement a entrepris une campagne couronnée de succès, pour convaincre des femmes de travailler dans l'industrie lourde. D'autre part, le gouvernement octroie des subventions de décentralisation aux entreprises qui n'emploient pas plus de 60 % de personnes du même sexe.

En tout, pour 1974, on a calculé que douze mille Suédoises étaient employées dans des métiers traditionnellement masculins : dix mille étaient entrées sur le marché du travail après 1969, ce qui montre le caractère récent de cette évolution. Il s'agit encore, on le voit, d'une goutte d'eau dans la mer. La mixité totale des professions n'est pas pour demain, car l'orientation scolaire, en 1975, maintenait fermement la division traditionnelle

de deviner, mais qui ne sera pas négligeable. « On n'en est qu'au début », dit-on à la crèche de Kronobergsparcken, mais il n'y aura pas de retour en arrière. On ne cédera pas, en tout cas, à l'intimidation de ceux qui disent on écrit que, dans les crèches, c'est communistes et volontaristes.

Une politique volontariste

La Délégation pour l'égalité, d'autre part, est à l'origine d'une tentative d'introduction de la mixité dans les entreprises « monosexuelles » pour leur recrutement. Les employeurs d'entreprises traditionnellement masculines touchent une prime lorsqu'ils emploient des femmes pour des fonctions « masculines ». Au cours de l'exercice 1974-1975, le gouvernement a alloué versé la somme de 2,9 millions de K.R., somme correspondant à l'emploi de cinq cent soixante-trois personnes. L'inverse malheureusement, fut plus rare : on a signalé un seul homme qui ait été ainsi « subventionné » pour avoir occupé un emploi de secrétaire.

Dans le sud de la Suède, dans le comté de Kristianstad, le gouvernement a entrepris une campagne couronnée de succès, pour convaincre des femmes de travailler dans l'industrie lourde. D'autre part, le gouvernement octroie des subventions de décentralisation aux entreprises qui n'emploient pas plus de 60 % de personnes du même sexe.

En tout, pour 1974, on a calculé que douze mille Suédoises étaient employées dans des métiers traditionnellement masculins : dix mille étaient entrées sur le marché du travail après 1969, ce qui montre le caractère récent de cette évolution. Il s'agit encore, on le voit, d'une goutte d'eau dans la mer. La mixité totale des professions n'est pas pour demain, car l'orientation scolaire, en 1975, maintenait fermement la division traditionnelle

du travail après l'école de base : secteur santé, 96 % de filles, secteur social 76 %, technique 5 %, sciences de la nature 39 % et humanités 80 %.

Depuis le 1^{er} janvier 1971, le congé de maternité — qui dure sept mois — peut être partagé entre le mari et la femme. Beaucoup d'hommes ont jugé l'expérience « intéressante », mais les obstacles, principalement psychologiques et professionnels, ont été assez nombreux pour que peu d'entre eux aient bénéficié de cette facilité nouvelle. En 1974, on estime à 2 % la proportion de pères qui ont profité — même brièvement — de cette formule. Ils ont été recrutés principalement dans les milieux intellectuels, les cadres et les ouvriers manifestant un intérêt de principe mais préférant s'en tenir à la tradition par souci de leur carrière pour les uns, par peur du ridicule pour les autres. Le mouvement paraît pourtant bien engagé : on estime que, pour 1975, environ 6 % des nouveaux pères

Le nez à la fenêtre

L'afflux des femmes suédoises sur le marché du travail est récent. Alors que, en 1930, 10 % des femmes travaillaient, elles n'étaient encore que 15 % en 1960. On estime, aujourd'hui, que plus d'une femme mariée sur deux travaille en dehors de la maison, à plein temps ou non. C'est sans doute, avec l'évolution de la morale privée la raison essentielle d'une redistribution des rôles entre hommes et femmes. Entrées par la petite porte dans la vie économique du pays, les femmes suédoises n'ont pas encore investi les sphères dirigeantes, et dans les partis, les syndicats, les entreprises ce sont encore les hommes qui décident pour tout le monde. « Quand on s'adresse au patronat ou aux syndicats pour des consultations, se plaint un ministre, ils désignent toujours des hommes, même s'il s'agit de traiter des problèmes plus spécifiquement féminins ! Nous rendrons bientôt obligatoire la présence des

auront partagé avec leur épouse un congé qu'on ne peut plus appeler « de maternité ». Bien plus : les pères ont tendance à augmenter la durée de ce congé. Elle était, en moyenne, de 23,2 jours en 1974 et de 33 jours en 1975. On prévoit, mais à long terme, l'époque où mari et femme se disputeront un congé dont chacun voudra bénéficier le plus longtemps possible !

Dans le même ordre d'idées, le gouvernement suédois avait institué, en 1974, un congé de maladie accordé indifféremment, dans la limite de dix jours, à l'un ou l'autre membre du couple en cas de maladie d'un enfant. 35 % des personnes qui ont usé de ce droit, la première année, étaient des hommes. On estime que nombre de maris ont cédé à la pression de leur femme pour qu'il n'y ait aucune raison — et il n'y en a aucune en effet — pour que la femme, plus que l'homme, sacrifie momentanément son activité professionnelle pour garder les enfants du couple.

« Femmes dans des consultations. » La Suède, on le voit, est engagée dans un processus volontariste qui ne fait que débiter. Les tendances au retour en arrière ne sont pas absentes, même si on n'ose pas trop les défendre ouvertement. L'institution d'un « salaire maternel » qui apparaît comme une proposition sociale avancée vise en fait, dans l'esprit des conservateurs qui la proposent, à freiner l'évolution actuelle, à dissuader les femmes — prime à l'appui — de quitter leur logis et leurs bébés. Mais il est bien tard pour avoir mis le nez à la fenêtre, les femmes suédoises se sont rendues compte qu'elles pouvaient, aussi, s'épanouir à l'extérieur. En qu'il fallait leur faire une petite place. Quitte, pour les hommes, à se serrer un peu. C'est ce que beaucoup d'entre eux ont commencé de faire.

FIN

(Lundi 2 février.)

هكذا من الاصل